



Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

Provisoire

9008^e séance

Mardi 29 mars 2022, à 15 heures

New York

Présidente : M^{me} Nusseibeh (Émirats arabes unis)

Membres :

Albanie	M. Hoxha
Brésil	M. Costa Filho
Chine	M. Dai Bing
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Sherman
Fédération de Russie	M. Nebenzia/M. Polyanskiy
France	M. de Rivière
Gabon	M. Biang
Ghana	M ^{me} Oppong-Ntiri
Inde	M. Tirumurti
Irlande	M ^{me} Byrne Nason
Kenya	M. Kimani
Mexique	M. de la Fuente Ramírez
Norvège	M ^{me} Juul
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Dame Barbara Woodward

Ordre du jour

Lettre datée du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Lettre datée du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136)

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités ci-après, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M^{me} Joyce Msuya, Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence ; et M. David Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M^{me} Msuya.

M^{me} Msuya (*parle en anglais*) : Il y a un peu plus d'un mois que la guerre en Ukraine a débuté, et elle ne montre aucun signe de fléchissement. Des enfants, des femmes et des hommes sont tués, blessés, déplacés et traumatisés. Des hôpitaux, des maisons et des écoles sont détruits. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, au 27 mars, 1 119 personnes avaient été tuées, dont 99 enfants innocents. Nous savons que ces statistiques sont en-deçà de la réalité que le bilan est en fait beaucoup plus élevé.

Des villes telles que Marioupol, Kharkiv, Tchernihiv et de nombreuses autres – qui étaient animées et pleines de vie il y a tout juste un mois – sont aujourd'hui encerclées, bombardées et soumises à des blocus. Leurs habitants manquent de vivres, d'eau, de médicaments, d'électricité et de chauffage. Ils sont pris au piège, désespérés et apeurés.

Dans certains quartiers, même enterrer les morts n'est pas sûr. Plus de 10 millions de personnes – dont plus de la moitié des enfants ukrainiens – ont fui leurs maisons. Ce chiffre englobe 6,5 millions de personnes qui seraient déplacées à l'intérieur du pays, selon l'Organisation internationale pour les migrations. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

a fait savoir que plus de 3,9 millions de réfugiés ont franchi les frontières pour se rendre dans les pays voisins au cours du mois écoulé.

Notre travail consiste à sauver des vies. Le système humanitaire a intensifié ses efforts pour fournir une aide malgré l'expansion du conflit. Depuis le 24 février, les organisations humanitaires se sont portées au secours d'environ 890 000 personnes en Ukraine, dont la plupart dans l'est du pays, en fournissant une aide multisectorielle. Les bénéficiaires ont reçu une aide alimentaire, des abris, des couvertures, des médicaments, de l'eau en bouteille et des fournitures d'hygiène.

Nous travaillons 24 heures sur 24 pour atteindre toujours plus de personnes dans le besoin. L'ONU et ses partenaires humanitaires déploient des efforts impartiaux et inlassables pour défendre les principes humanitaires et négocier le passage en toute sécurité à destination et en provenance des zones encerclées dans un seul et unique but : fournir une aide vitale.

La logistique et les chaînes d'approvisionnement humanitaires gagnent chaque jour en intensité. Mais de graves problèmes de sécurité et d'accès entravent nos efforts. De nombreuses voies sont perturbées, et les convois et les travailleurs humanitaires ne parviennent souvent pas à passer en raison des bombardements, des combats et de la présence de mines terrestres. Les acteurs humanitaires de tous horizons mettent leurs vies en danger pour venir en aide aux populations dans le besoin.

Plus de 1 230 agents des Nations Unies sont actuellement à pied d'œuvre dans les pôles humanitaires du pays, et une centaine d'organisations humanitaires s'emploient à exécuter ou planifier des activités dans toutes les régions ukrainiennes, tous secteurs confondus. Le courageux travail dont s'acquittent la Croix-Rouge ukrainienne et d'autres organisations de la société civile, la main dans la main avec les bénévoles et les communautés, est époustouflant.

L'Ukraine est un véritable paradoxe humanitaire. À côté de l'extrême violence, nous voyons une extrême gentillesse, une profonde solidarité et la plus bienveillante des sollicitudes. Je suis à la fois émue et portée par l'infatigable mobilisation de toutes ces personnes, et nous devons continuer à appuyer leur action. Partout où les conditions de sécurité le permettent, les convois humanitaires déchargent des fournitures indispensables et livrent les équipements nécessaires pour réparer les infrastructures endommagées.

Le 18 mars, après des retards dus aux hostilités en cours, le premier convoi organisé par l'ONU a atteint Soumy, dans le nord-est du pays. Il a permis de livrer 130 tonnes de fournitures médicales, d'eau, de repas prêts à consommer et de conserves pour 35 000 personnes, ainsi que du matériel indispensable pour réparer les systèmes d'approvisionnement en eau et améliorer l'accès à l'eau de quelque 50 000 personnes.

Hier, là encore après des retards dus aux combats, le deuxième convoi organisé par l'ONU est arrivé à Kharkiv, où des vivres, d'autres articles de secours essentiels, des kits sanitaires d'urgence et des médicaments ont été déchargés pour être distribués par la Croix-Rouge ukrainienne.

Dans tout le pays, plus de 180 tonnes de fournitures médicales ont déjà été livrées et plus de 470 autres sont en cours d'acheminement. Partout où c'est possible, nous nous approvisionnons sur le marché local et nous accompagnons les efforts locaux. Mais nous devons passer à la vitesse supérieure. D'autres convois sont prévus dans les jours et les semaines qui viennent, afin de fournir à beaucoup plus de personnes l'aide dont elles ont désespérément besoin.

Je suis sûr que M. Beasley nous en dira plus sur l'action du Programme alimentaire mondial au cours du mois écoulé, et sur l'expansion de ses activités en Ukraine.

Les civils ukrainiens ont désespérément besoin d'aide et de protection, mais celles-ci ne pourront être assurées que si toutes les parties respectent leurs obligations en vertu du droit international humanitaire de garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave pour aider les civils, aussi bien chez eux que sur les routes d'Ukraine, et de permettre aux civils qui veulent partir de le faire. Nous avons besoin d'accords détaillés et réalistes pour instaurer des cessez-le-feu et des pauses humanitaires qui permettront à l'aide d'arriver et aux populations de partir.

Pour les prédateurs et les trafiquants d'êtres humains, la guerre en Ukraine n'a rien d'une tragédie ; c'est une aubaine. Les organisations humanitaires s'inquiètent, en Ukraine comme dans la région, des risques de traite, de violence, d'exploitation et d'atteintes sexuelles. Les enfants qui fuient la guerre, en particulier, courent un risque de traite et d'exploitation accru. Les prédateurs appâtent les parents isolés sur les routes en leur promettant transport et hébergement.

Nous sommes en train d'intensifier nos services de protection aux frontières et à l'intérieur du pays pour que les gens aient accès à des informations sur les options et les itinéraires sans danger, à des services d'assistance téléphonique et à un hébergement sûr. Les partenaires humanitaires se coordonnent étroitement, non seulement pour surveiller les risques de traite et de violence et atteintes sexuelles, mais aussi pour fournir rapidement des services spécialisés aux personnes rescapées.

Les partenaires humanitaires sont d'accord : non seulement le pire des scénarios envisagés est en train de se produire mais, dans certaines zones, il est même dépassé. C'est pourquoi, la semaine dernière, l'équipe dirigeante du Comité permanent interorganisations a accepté de revoir l'appel éclair qui a permis de réunir près de 506 millions de dollars sur le 1,1 milliard requis pour l'intervention. Le plan régional d'intervention pour les réfugiés du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés sera lui aussi revu. La générosité et l'hospitalité dont font preuve les voisins de l'Ukraine continuent d'agir comme une lueur d'espoir dans un paysage qui ne cesse de s'assombrir.

Chaque jour qui passe fait ressortir toujours plus clairement l'incidence mondiale de cette guerre. Elle menace d'aggraver davantage les plus grandes crises humanitaires du monde, comme en Afghanistan, au Yémen et dans la Corne de l'Afrique, déjà aux prises avec l'insécurité alimentaire et la fragilité économique. La flambée des prix des denrées alimentaires, du carburant et des engrais aura des répercussions brutales, dès à présent et pour les saisons prochaines. Nous commençons seulement à voir l'ampleur de l'impact de cette crise sur d'autres régions et pays. Nous serons tous touchés.

Le Secrétaire général a demandé au Secrétaire général adjoint Martin Griffiths d'entrer d'urgence en contact avec les parties pour convenir de modalités envisageables pour un cessez-le-feu humanitaire en Ukraine. M. Griffiths a déjà pris langue avec les deux camps, qui ont accueilli positivement cette initiative, et il se rendra dans la région dans les jours qui viennent.

Nous devons trouver des mesures, qu'il s'agisse de pauses à l'échelon local ou de cessez-le-feu plus larges, pour sauver des vies et protéger les maisons, les écoles et les hôpitaux des civils contre les attaques. Les civils sont à court de nourriture, d'énergie et d'espoir. Notre objectif est simple : faire taire les armes et sauver des vies.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Msuya de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Beasley.

M. Beasley (*parle en anglais*) : Je me félicite d'avoir entendu M^{me} Joyce Msuya, et je vais m'efforcer de ne pas trop répéter ce qu'elle a déjà dit.

On a du mal à imaginer que les choses pouvaient aller encore plus mal dans le monde que ce qui était déjà le cas avant la crise ukrainienne. Les prix du carburant, des denrées alimentaires et des transport nous avaient déjà contraints à commencer de réduire les rations pour des millions d'enfants et de familles dans le monde, que ce soit au Yémen, où nous venions de diminuer de moitié les rations de 8 millions de personnes et où nous envisageons maintenant de passer à des rations nulles, ou dans d'autres pays comme le Niger, le Mali ou le Tchad, entre autres. Nous sommes désormais face à une catastrophe qui s'est greffée à une autre catastrophe.

L'Ukraine, qui était le grenier à blé du monde, est désormais l'incarnation de la soupe populaire. Nous n'aurions jamais imaginé qu'une telle situation puisse se produire. Ce conflit ne se borne pas à décimer l'Ukraine et la région ; il aura une incidence mondiale bien au-delà de tout ce que nous avons connu depuis la Seconde Guerre mondiale.

Je voudrais aborder certaines questions concernant la situation à l'intérieur de l'Ukraine. Pour l'instant, nous avons réussi à atteindre environ 1 million de personnes. Au cours des quatre prochaines semaines, ce sera quelque 2,5 millions de personnes et, d'ici à la fin mai, nous en atteindrons 4 millions. Avant la fin du mois de juin, nous espérons pouvoir aider 6 millions de personnes chaque jour, semaine ou mois, si on peut dire. Le coût total de la sécurité alimentaire sur le seul territoire ukrainien s'élève à environ 500 millions de dollars pour les trois premiers mois. Il nous manque environ 300 millions de dollars, et il va donc falloir redoubler d'efforts.

Parallèlement aux préoccupations que suscite l'Ukraine, nous prendre garde à ne pas oublier le Sahel, l'Afrique du Nord, le reste de l'Afrique et le Moyen-Orient. Sans quoi, l'Europe sera le théâtre de migrations massives en provenance de toutes les directions. Voilà pourquoi nous parlons d'une crise qui vient se greffer à une autre crise.

Nous savons tous l'accueil bienveillant et chaleureux que des inconnus, des voisins ordinaires, en Pologne, en Roumanie, en Hongrie, en Slovaquie

et en République de Moldova, ont réservé aux Ukrainiens. Je me suis rendu trois fois sur place ces dernières semaines, et j'y ai vu de mes propres yeux comment les choses se passent pour les gens. On peut dire que les 3,5 à 4 millions de personnes qui sont parvenues à quitter l'Ukraine ont eu de la chance, car elles ont accès à de la nourriture, à un abri et à l'aide, et elles peuvent entrevoir un peu d'espoir, à l'abri du danger. Toutefois, il y a 40 millions de personnes en Ukraine. Nous devons tout mettre en œuvre pour stabiliser le système d'approvisionnement en nourriture et porter secours à autant de personnes que possible. Comme les membres peuvent l'imaginer, les agriculteurs se battent sur les lignes de front. Pendant les quatre prochaines semaines, ce sera la saison des semailles pour le maïs. Qui s'occupera des cultures ? Viendra ensuite le moment de récolter, disons, le blé, en juin et juillet. Or les agriculteurs sont sur les lignes de front. Donc nous commençons à nous inquiéter non seulement de ce qui se passe en Ukraine, mais aussi de ce qui se passera hors de l'Ukraine.

Évidemment, nous appelons toutes les parties concernées à la désescalade du conflit et à nous donner l'accès dont nous avons besoin. Nous pouvons atteindre la plupart des zones en Ukraine, actuellement, de plusieurs manières différentes, mais d'autres endroits restent inaccessibles, comme Marioupol. Il nous faut l'accès dont parlait M^{me} Msuya pour arriver jusqu'aux personnes qui sont en danger et n'ont pas accès aux vivres.

Nous utiliserons des transferts en espèces, ainsi que des produits de base, une assistance en nature et des denrées à proprement parler, en fonction de la dynamique à l'œuvre dans telle ou telle zone. Comme les membres peuvent l'imaginer, l'Ukraine n'est pas un petit pays. Par conséquent, nous prépositionnons puis déplaçons les vivres. Nous travaillons avec le Gouvernement pour les déplacer soit par train, soit par camion, quoi qu'il en coûte. Nous travaillons également avec le Gouvernement afin d'être sûrs d'avoir les chauffeurs dont nous avons besoin pour que l'aide parvienne aux personnes en détresse.

Je laisse maintenant l'Ukraine de côté pour évoquer la situation à l'extérieur de ses frontières. Les membres l'ont entendu, l'Ukraine et la Russie produisent 30 % du blé mondial, 20 % du maïs mondial et entre 75 % et 80 % de l'huile de tournesol mondiale. Ils doivent commencer à percevoir les conséquences dynamiques de cet état de fait. La moitié des céréales que nous achetons viennent d'Ukraine. Nous nourrissions 125 millions de

personnes avant que la guerre n'éclate en Ukraine. Les membres peuvent donc se faire une idée de l'effet dévastateur que ce conflit aura rien que sur nos opérations.

Nous nous attendons déjà à une augmentation de 71 millions de dollars de nos dépenses mensuelles du fait des frais de carburant, du coût des denrées et des frais d'expédition. Nous atteindrons donc un total de 850 millions de dollars pour l'année, ce qui veut dire que nous aiderons 4 millions de personnes en moins, uniquement à cause de nos dépenses. Il faut ensuite imaginer le désastre pour des pays comme le Yémen et l'Égypte, qui sont tributaires du blé russe et ukrainien. L'Égypte dépend de l'Ukraine pour 85 % de ses céréales. En 2020, le Liban dépendait de l'Ukraine pour 81 % de ses céréales. Je pourrais continuer de donner d'autres exemples à travers le monde.

En outre, le problème est aggravé par le manque de produits à base d'engrais qui viennent du Bélarus et de la Russie. Si l'on ne met pas d'engrais sur les cultures, le rendement de la production baissera d'au moins 50 %. Nous sommes donc face à ce qui pourrait être une catastrophe greffée à une autre catastrophe se rajoutant elle-même à une autre catastrophe dans les prochains mois. C'est pourquoi, lorsque je me suis adressé aux Ministres de l'agriculture et Secrétaires à l'agriculture du Groupe des Sept, j'ai demandé combien de temps il faudrait à la communauté agricole mondiale pour compenser la réduction que nous pouvions attendre de l'Ukraine et de la Russie en termes d'offre et de demande.

À un moment, notre préoccupation principale portait sur les prix. Mais nous voyons maintenant que c'est en fait un problème de tarification et peut-être un problème de disponibilité qui nous attend si nous ne pouvons pas compenser ce que nous perdrons en Ukraine et en Russie. Ce sont là des questions extrêmement graves. Dans nos échanges avec les dirigeants du monde entier, nous demandons comment réagir vite afin de faire le nécessaire pour réduire autant que possible les répercussions à l'échelle mondiale, et aussi en Ukraine.

Quand on regarde le Printemps arabe de 2008, 2011 et 2012 et les indices économiques et les hausses des prix alimentaires à l'époque, on commence à voir plusieurs similarités – à part que, très franchement, les choses sont bien pires dans certaines catégories qu'elles ne l'étaient alors. C'est parce que aujourd'hui il y a la guerre en Éthiopie, la crise en Afghanistan et une crise climatique qui touche le Sahel, par exemple. Les mois à venir seront extrêmement difficiles.

Beaucoup d'États-nations montent au créneau bien plus qu'auparavant. Je vais être clair : si nous ne réagissons pas, le prix à payer sera mille fois plus élevé que si nous intervenons pour faire le nécessaire. Par exemple, en Syrie, nous pouvons nourrir un Syrien pour 0,50 dollar par jour. Si ce même Syrien se retrouve à Berlin ou Bruxelles, il faudra au moins 70 dollars par jour pour le nourrir.

Si nous agissons maintenant pour mettre fin au conflit et répondre aux besoins, nous pouvons éviter une famine, la déstabilisation de nations et une migration massive. Autrement, le monde en paiera le prix, qui sera gigantesque. La dernière chose que nous voulons faire, au Programme alimentaire mondial, c'est ôter la nourriture à des enfants qui ont faim pour la donner à des enfants affamés. S'il vous plaît, assurons-nous de pouvoir tous les aider.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. Beasley de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. de Rivière (France) : Je remercie M^{me} Msuya et M. Beasley pour leurs interventions.

Je remercie surtout l'extraordinaire mobilisation du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, du Programme alimentaire mondial et de toutes les agences humanitaires. Ils peuvent compter sur notre soutien.

La situation humanitaire en Ukraine empire jour après jour. Tous les voyants sont au rouge. La semaine dernière, l'Assemblée générale a exigé à une majorité écrasante la cessation immédiate des hostilités de la Russie contre l'Ukraine et le plein respect du droit international humanitaire. La résolution ES-11/2, déposée par la France et le Mexique, doit permettre de soutenir les efforts du Secrétaire général et des acteurs humanitaires engagés sur le terrain pour soutenir les populations civiles et leur apporter l'aide qui est indispensable.

Mais le Conseil de sécurité doit aussi continuer d'assumer pleinement ses responsabilités face au drame qui se déroule sous nos yeux. Il est impératif que la Russie respecte les Conventions de Genève. Les civils, y compris les enfants, les personnes en situation de handicap et les personnels humanitaires et médicaux, ainsi que les infrastructures civiles, doivent être protégés. Un plein accès humanitaire doit être garanti. Les civils qui le souhaitent, à Marioupol mais aussi dans toutes

les villes attaquées, doivent pouvoir quitter les zones de combat en toute sécurité et librement. Le siège de Marioupol doit être levé.

L'agression de la Russie contre l'Ukraine accroît le risque de famine dans le monde. Les populations des pays en développement sont les premières touchées. La Russie essaiera certainement de nous faire croire que ce sont les sanctions adoptées à son encontre qui déséquilibrent la sécurité alimentaire mondiale. Soyons très clairs : la Russie en est l'unique responsable. C'est la guerre injustifiée et injustifiable qu'elle a déclenchée qui empêche l'Ukraine d'exporter ses céréales, bouleverse les chaînes d'approvisionnement mondiales et entraîne une hausse des prix mettant en péril l'accessibilité des denrées agricoles pour les plus vulnérables. C'est la poursuite des combats qui menace l'activité agricole en Ukraine et les récoltes à venir.

L'Union européenne et ses partenaires ont adopté des sanctions pour obtenir que la Russie se mette en conformité avec la Charte des Nations Unies. Ces sanctions ne ciblent pas le secteur agricole en Russie.

Face au désordre alimentaire mondial, la réponse la plus efficace est la cessation immédiate de l'agression russe. Il faut aussi renforcer la coopération internationale dans ce domaine. La France soutient pleinement l'initiative lancée par le Secrétaire général, à travers le Groupe mondial d'intervention des Nations Unies en cas de crise alimentaire, énergétique et financière. La France, en sa capacité de Présidente de l'Union européenne, a lancé l'initiative FARM, pour « Food and Agriculture Resilience Mission ». Elle vise à apaiser les tensions sur les marchés agricoles et à assurer la libre circulation des denrées. Elle doit également permettre de donner un accès rapide aux produits agricoles pour les pays dont les demandes sont les plus urgentes et d'assurer le développement rural et la production agro-alimentaire en Afrique. Nous appelons tous les acteurs publics et privés pertinents à rejoindre cette initiative qui doit s'inscrire dans le cadre des efforts du Secrétaire général.

Il y a urgence à agir. La France salue le courage dont fait preuve le peuple d'Ukraine. Aux Nations Unies et dans toutes les enceintes, elle continuera de se mobiliser avec ses partenaires pour soutenir l'Ukraine et le peuple ukrainien. Elle n'épargnera aucun effort pour que toute la lumière soit faite sur les allégations de crimes qui, s'ils sont établis, ne devront pas rester impunis.

M. de la Fuente Ramírez (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je remercie M^{me} Joyce Msuya, Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires, et M. David Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, de leurs exposés. Nous nous félicitons également de la participation de l'Ambassadeur de l'Ukraine à la présente séance.

Chaque semaine, la tragédie humanitaire en Ukraine augmente de façon exponentielle, et les chiffres qui viennent de nous être communiqués sont le reflet de cette détérioration. Je les mentionne uniquement parce que nous ne devons pas perdre de vue l'ampleur du conflit. Au bout de cinq semaines, on dénombre 3,9 millions de réfugiés et 6,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Le fait que 90 % de ces réfugiés soient des femmes et des enfants est particulièrement préoccupant. Les risques qu'ils courent de devenir des victimes de la traite, de l'exploitation et de la violence sexuelle et fondée sur le genre doivent être clairement soulignés ici et maintenant.

C'est en raison de la détérioration continue de la situation sur le terrain que le Mexique et la France ont demandé la convocation de la présente séance d'information. Cinq semaines après le début de l'invasion russe, la priorité de la communauté internationale est de parvenir à la cessation des hostilités et de protéger la population civile en Ukraine. Preuve en est la majorité écrasante de pays ayant appuyé la résolution ES-11/2 de l'Assemblée générale à la séance tenue le 24 mars dans le cadre de la session extraordinaire d'urgence (voir A/ES-11/PV.9).

De surcroît, la guerre a des répercussions majeures sur l'approvisionnement et la sécurité alimentaires au niveau mondial, comme nous l'avons entendu. Les effets sont graves dans l'immédiat, mais aussi à moyen et long terme. Au cours des négociations sur la résolution que je viens de mentionner, nombre de délégations ont évoqué cette question et en ont fait une priorité. Le Secrétaire général a également été très explicite à ce sujet.

Nous saluons l'intention du Programme alimentaire mondial de répondre aux besoins fondamentaux de près de 6 millions de personnes touchées par le conflit. Il convient aussi de souligner que près d'1 million de personnes en Ukraine ont déjà bénéficié de transferts en espèces et de la distribution de denrées alimentaires. Cette aide tombe certes à point nommé, car elle est indispensable, mais elle n'est que provisoire.

Nous savons qu'il existe de nombreuses difficultés logistiques pour acheminer l'aide humanitaire là où elle est la plus nécessaire, en raison des limitations

en matière de carburant, de transport et du manque de chauffeurs, et maintenant du fait de la fermeture des principaux ports et de l'insécurité pour les navires commerciaux. Dans certaines villes comme Marioupol, la situation a empiré. C'est pourquoi nous renouvelons notre appel à garantir un accès sûr et sans entrave au personnel humanitaire.

Le conflit a aussi une incidence négative directe sur les marchés mondiaux de l'alimentation et de l'énergie, entraînant une hausse des prix de ces produits. Cette flambée des prix commence à se faire sentir sur les marchés intérieurs et limitera, dans plusieurs régions, l'accès des populations à au moins certains types de produits alimentaires de première nécessité.

En conséquence, il y aura également une augmentation des frais de fonctionnement du Programme alimentaire mondial, comme nous l'avons entendu, ce qui limitera sa capacité de répondre aux besoins croissants et aux nouvelles situations d'insécurité alimentaire qui apparaîtront dans plusieurs régions autres que l'Ukraine. Nous tenons à saluer le travail des organismes humanitaires des Nations Unies qui apportent leur appui à des millions de personnes, tant en Ukraine que dans les pays voisins où elles ont trouvé refuge et dont nous saluons la générosité.

La résolution ES-11/2 de l'Assemblée générale a aussi pour objectif de faire en sorte que les conditions nécessaires soient réunies sur le terrain pour permettre au personnel humanitaire d'accéder en toute sécurité et sans entrave à la population et de s'acquitter de ses fonctions.

Par ailleurs, nous avons suivi avec inquiétude l'augmentation des flux d'armes vers l'Ukraine. La prolifération des armes peut entraîner une recrudescence de la violence au sein de la population civile et, si ces armes tombent entre de mauvaises mains, conduire à d'autres violations du droit international et des droits humains. Il convient d'évaluer dans quelle mesure ces armes pourraient aggraver la situation humanitaire dans le pays. Nous déplorons bien évidemment l'utilisation d'armes explosives et d'armes à sous-munitions dans les zones urbaines. Il faut mettre fin à l'utilisation de ce type d'armes.

Enfin, les priorités du Mexique face à ce conflit ont été, et continueront d'être, la protection des civils, l'aide humanitaire et le respect du droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit des réfugiés. Il est urgent d'obtenir une cessation immédiate des hostilités et, dans l'intervalle, de mettre en place des

pauses humanitaires durables garantissant la protection des civils et l'accès à l'aide humanitaire. Nous réaffirmons une fois de plus que l'aide humanitaire ne peut être l'otage de considérations politiques. Nous appelons donc à la pleine mise en œuvre de la résolution adoptée il y a quelques jours par l'Assemblée générale.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la Secrétaire d'État adjointe des États-Unis d'Amérique.

M^{me} Sherman (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de m'accueillir alors que je représente les États-Unis au Conseil de sécurité aujourd'hui. Je remercie également la Sous-Secrétaire générale Msuya et le Directeur exécutif Beasley de leurs exposés de ce jour, et je salue la présence du Directeur exécutif adjoint Abdulla. Bien entendu, je me félicite aussi de la participation de l'Ambassadeur de l'Ukraine.

Cela fait cinq semaines, même si cela semble une éternité, que le Président russe, Vladimir Poutine, a lancé son invasion préméditée, non provoquée, injustifiée et brutale de l'Ukraine. En cinq semaines seulement, près d'un quart de la population ukrainienne a été déplacée, dont plus de la moitié des enfants du pays. En seulement cinq semaines, près de 4 millions d'Ukrainiens ont fui leur pays en tant que réfugiés. Le Programme alimentaire mondial prévient aujourd'hui que 45 % des Ukrainiens, soit près de la moitié de la population, qui vivent dans l'un des plus grands greniers à blé du monde, craignent de ne pas avoir assez à manger.

Les bombardements incessants de la Russie sur les villes et les infrastructures critiques de l'Ukraine ont provoqué une des crises humanitaires les plus fulgurantes de ces dernières décennies. Les forces russes assiègent des villes comme Marioupol, où les citoyens se retrouvent sans nourriture, sans eau, sans chauffage et sans électricité en plein hiver. Les habitants en sont réduits à faire fondre la neige pour boire. Une mère a raconté à des journalistes qu'elle ne pouvait nourrir ses trois filles qu'avec une cuillère de miel par jour, alors qu'elles se cachaient pour échapper aux bombes russes. Les autorités de la ville déclarent aujourd'hui que les habitants commencent à mourir de faim. Réfléchissons à cela.

Il y a cinq semaines, Marioupol vivait en paix. C'était, en fait, une ville portuaire animée qui exportait des céréales et contribuait à nourrir le monde. Aujourd'hui, ses habitants meurent à cause de la guerre

déclenchée par le Président Poutine. Les conséquences de la guerre menée par Poutine se font également sentir bien au-delà des frontières de l'Ukraine, avec certaines des implications les plus immédiates et les plus dangereuses pour la sécurité alimentaire mondiale.

Comme cela a été dit, l'Ukraine et la Russie sont toutes deux de grands producteurs agricoles. Trente pour cent des exportations mondiales de blé proviennent en moyenne de la région de la mer Noire, tout comme 20 % des exportations mondiales de maïs et 75 % des exportations mondiales d'huile de tournesol.

Mais la Russie a bombardé au moins trois navires civils transportant des marchandises depuis les ports de la mer Noire vers le reste du monde, dont un navire affrété par une entreprise agro-industrielle. La marine russe bloque l'accès aux ports ukrainiens, interrompant ainsi les exportations de céréales. Elle empêcherait quelque 94 navires transportant des denrées alimentaires destinées au marché mondial d'atteindre la Méditerranée. Il n'est pas étonnant que de nombreux expéditeurs hésitent désormais à envoyer des navires en mer Noire, même vers des ports russes, compte tenu du danger que représentent les forces russes.

Les missiles et les bombes russes ont endommagé et détruit les lignes de chemin de fer, les gares ferroviaires, les autoroutes et les aéroports ukrainiens, qui sont essentiels pour acheminer l'aide humanitaire aux personnes qui en ont besoin et pour exporter du blé, du maïs et d'autres produits de base. Le Ministre ukrainien des affaires étrangères, M. Kuleba, a dit à ses homologues que la Russie vise activement des silos à grains et des installations de stockage des denrées alimentaires. Tous ces agissements de la Russie créent une crise alimentaire en Ukraine et bien au-delà des frontières de l'Ukraine. Les prix alimentaires grimpent déjà en flèche dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, alors que la Russie étouffe les exportations ukrainiennes. Au Moyen-Orient et en Afrique, les prix déjà élevés des produits de base, dont le blé, ont augmenté de 20 à 50 % depuis le début de l'année.

Nous nous inquiétons particulièrement pour des pays comme le Liban, le Pakistan, la Libye, la Tunisie, le Yémen et le Maroc, qui dépendent fortement des importations ukrainiennes pour nourrir leurs populations. Le monde, comme nous l'avons entendu, était déjà confronté à une crise de sécurité alimentaire bien avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la crise économique qui en a résulté ont plongé des millions de

familles dans la pauvreté. Partout dans le monde, des pays sont aux prises avec la sécheresse et d'autres catastrophes aggravées par les changements climatiques.

Comme nous l'a dit le Directeur exécutif Beasley, le Programme alimentaire mondial nourrit déjà 138 millions de personnes dans plus de 80 pays, de l'Éthiopie à l'Afghanistan, du Soudan du Sud au Yémen, du Nigéria à la Syrie. Mais aujourd'hui, la guerre menée par Poutine fait grimper les coûts de l'aide alimentaire, et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture estime que l'invasion de l'Ukraine par la Russie pourrait plonger jusqu'à 13 millions de personnes supplémentaires dans l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale.

Nombre d'entre nous ont entendu le Gouvernement russe dire que ce sont les sanctions imposées par les États-Unis, leurs alliés et leurs partenaires qui font augmenter le coût des denrées alimentaires dans le monde. Mais les faits – les faits – sont clairs. Les sanctions n'empêchent pas les céréales de quitter les ports ukrainiens. La guerre menée par Poutine les en empêche. Par ailleurs, les exportations alimentaires et agricoles de la Russie ne font pas l'objet de sanctions de la part des États-Unis ou de la part de nos alliés et partenaires. La responsabilité de la guerre en Ukraine et de ses effets sur la sécurité alimentaire mondiale incombe uniquement au Président Poutine.

La communauté internationale doit s'unir pour surmonter cette épreuve et fournir des denrées alimentaires, de l'eau, un abri et des médicaments au peuple ukrainien, pour appuyer les voisins de l'Ukraine qui ont accueilli des millions de réfugiés, et pour renforcer la sécurité alimentaire mondiale et protéger les personnes les plus vulnérables au monde de la faim, qui est une conséquence de la guerre menée par Poutine.

Les États-Unis sont déterminés à fournir leur part d'efforts pour atténuer les souffrances humaines causées par cette guerre en Ukraine, et ailleurs dans le monde. La semaine dernière, le Président Biden a annoncé que les États-Unis étaient prêts à fournir plus de 1 milliard de dollars d'aide humanitaire supplémentaire au peuple ukrainien, aux personnes qui fuient vers les pays voisins et à celles qui, dans le monde entier, ressentent les effets de la guerre menée par Poutine, notamment l'insécurité alimentaire croissante. Les États-Unis se sont également engagés à fournir plus de 11 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années pour répondre aux besoins

en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans le monde, notamment dans les pays où les prix alimentaires augmentent à la suite de l'invasion de l'Ukraine par Poutine.

Mais le fait est que tant que Poutine poursuivra sa guerre, tant que les forces russes continueront à bombarder les villes ukrainiennes et à bloquer les convois d'aide et tant que les civils assiégés ne pourront pas se mettre à l'abri, cette crise humanitaire ne fera qu'empirer, en Ukraine, pour le peuple russe et dans le monde entier.

La Russie doit respecter les obligations qui lui incombent en vertu du droit international humanitaire en matière de protection des civils, y compris ceux qui fuient le conflit et ceux qui fournissent une aide humanitaire. Nous espérons vraiment que le Président Poutine s'engagera sérieusement en faveur des pourparlers de paix en cours. Mais nous nous concentrons sur ce que font les forces russes, pas sur ce que dit la Russie ou sur ce que dit Poutine. Et en fin de compte, la seule façon de mettre fin à cette catastrophe humanitaire, c'est d'instaurer un cessez-le-feu durable et d'obtenir le retrait complet des forces russes du territoire ukrainien et des frontières de l'Ukraine.

Cette décision, comme celle de lancer cette guerre non provoquée et injustifiée, appartient à un seul homme. Vladimir Poutine a déclenché cette guerre et créé cette crise alimentaire mondiale, et lui seul peut y mettre fin.

M. Kimani (Kenya) (*parle en anglais*) : Je remercie la Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires, M^{me} Joyce Msuya, et le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), M. David Beasley, de leurs exposés. Je salue également la participation du Représentant permanent de l'Ukraine à la présente séance.

La guerre en Ukraine est une catastrophe humanitaire. Plus de 10 millions de personnes ont fui leurs foyers. Trois millions de personnes ont quitté le pays et sont aujourd'hui réfugiées. La vitesse à laquelle la situation s'est détériorée, les dégâts colossaux causés aux infrastructures civiles, le nombre scandaleusement élevé de victimes civiles et militaires des deux côtés, tout cela nous rappelle le carnage que nous n'avons fait que lire dans les livres d'histoire, et nous fait craindre, par conséquent, que la situation ne s'aggrave bien davantage.

Nous présentons nos sincères condoléances aux familles qui pleurent leurs proches tués dans ces

violences. Nous présentons également nos condoléances au Gouvernement ukrainien, qui doit maintenant tenter de fournir de l'aide à sa population tout en résistant à la violation de son intégrité territoriale par la Fédération de Russie.

Nous félicitons les voisins de l'Ukraine qui ont ouvert leurs frontières pour accueillir des réfugiés de nombreuses nationalités. Nous leur demandons instamment de veiller à ce que les personnes en quête de protection soient protégées sans discrimination d'aucune sorte, notamment pour des motifs raciaux ou religieux.

Les Ukrainiens ne sont pas les seuls à avoir fui les bombardements. Des milliers d'Africains qui ont parcouru de longues distances pour aller s'instruire en Ukraine ont également dû fuir pour sauver leur vie. Ces étudiants africains en Ukraine, et dans d'autres parties du monde, voyagent pour étudier, et leurs familles placent en eux leurs espoirs d'une vie meilleure.

Des milliers d'étudiants ont entrepris ce voyage vers l'Ukraine, pleins d'espoir. Maintenant, ils fuient devant les chars de combat et les bombardiers qui ont été envoyés dans le pays. D'étudiants pleins d'espoir, ils sont devenus des réfugiés craintifs.

Les statistiques sont impersonnelles, elles ne tiennent pas compte de l'expérience humaine, mais une crise humanitaire est une expérience humaine. C'est un million de vies humaines brisées par la peur et la violence.

Notre délégation s'est entretenue avec Korrine Sky, une étudiante née au Zimbabwe, qui suit des études de médecine à l'Institut médical de Dnipro. Elle a dû fuir pour se mettre en sécurité, rejointe par des amis proches pour effectuer un périlleux voyage en voiture de 26 heures jusqu'à Lviv, dans l'ouest de l'Ukraine. Il lui a fallu presque quatre jours pour faire le trajet et traverser la frontière pour se mettre à l'abri.

À la frontière, elle a subi l'affront et le danger du racisme. Elle a été confrontée à ce racisme alors qu'elle fuyait la violence impersonnelle des bombes.

Elle a depuis cofondé l'association Black Women For Black Lives pour venir en aide aux milliers d'étudiants africains fuyant l'Ukraine. Ils ont collecté des fonds, fait passer le message et aidé de nombreuses personnes qui, comme eux, fuyaient le conflit. J'invite instamment toutes les personnes qui écoutent mon exposé à consulter leur site Internet à l'adresse suivante pour obtenir de plus amples informations sur cette initiative héroïque :

<https://blackwomenforblacklives.org>. Aujourd'hui, Korrine appelle à la sécurité des civils, notamment des étudiants africains pris au piège à Kherson.

Les civils, notamment les ressortissants étrangers, présents en Ukraine ne sont pas parties au conflit et ne doivent pas devenir une cible. À cet égard, tous les acteurs doivent donner la priorité à la protection des civils et aux objets indispensables à leur survie, conformément au droit international et au droit international humanitaire. Une attention particulière doit être accordée de toute urgence aux personnes prises au piège dans les villes et villages assiégés, à l'instar de Marioupol et Kherson. Nous demandons la mise en place immédiate de passages sûrs, sans aucune restriction.

La réaction à la crise humanitaire en Ukraine a montré l'audace et la générosité dont le monde peut faire preuve dans un élan de solidarité. Nous félicitons le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, le Programme alimentaire mondial et les nombreuses autres organisations et personnes qui sont venues en aide au peuple méritant de l'Ukraine.

Nous exhortons l'Union européenne et ses membres à apporter toute forme d'appui aux étudiants africains qui ont fui l'Ukraine. Les étudiants inscrits dans des institutions ukrainiennes devraient pouvoir recevoir des propositions afin de poursuivre leurs études dans d'autres pays. Ils devraient également se voir offrir l'appui matériel et le soutien psychologique dont ils ont besoin.

Nous ne devons pas non plus oublier nos responsabilités dans d'autres crises humanitaires. Très souvent, le Conseil de sécurité reçoit des informations sur l'insuffisance des financements de l'aide humanitaire en Afrique et au Moyen-Orient. La situation actuelle a encore empiré en raison de la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, due à la guerre en Ukraine et aux sanctions qui en découlent.

Les progrès réalisés en matière de développement sont annulés partout dans le monde à cause de cette guerre. Les moyens de subsistance sont détruits. Les agriculteurs qui ont besoin d'engrais abordables ont du mal à s'en sortir. L'inflation s'envole. Les effets dominos qui en résultent auront une incidence sur la santé de millions de personnes et entraîneront la mort prématurée de beaucoup d'autres.

Il y a quelques semaines, nous appelions à reconstruire en mieux après la maladie à coronavirus (COVID-19). Nous devons maintenant y ajouter la

guerre en Ukraine. Nous prions instamment le Secrétaire général de mobiliser l'ONU, les grandes économies et les institutions financières internationales en vue de concevoir des outils capables d'atténuer les effets du conflit en Ukraine sur les plus vulnérables. Faute de quoi, la solidarité requise finira par pâtir de la montée des inégalités et des calamités économiques.

En définitive, l'action la plus humaine qui puisse être entreprise est de cesser les hostilités. Nous appelons à une cessation qui comporte des lignes de contact et des corridors humanitaires clairement définis. La cessation des hostilités doit jeter les bases d'un règlement de paix durable qui respecte la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'Ukraine. Elle doit également conduire à la conception d'un ordre de sécurité européen qui offre une sécurité à long terme, et non une série de nouvelles guerres en Europe.

M^{me} Byrne Nason (Irlande) (*parle en anglais*) : Je remercie à mon tour le Directeur exécutif David Beasley, M. Amir Abdulla et la Sous-Secrétaire générale Joyce Msuya d'avoir informé le Conseil de sécurité de la catastrophe humanitaire qui frappe le peuple ukrainien. Je tiens également à souhaiter la bienvenue parmi nous cet après-midi à notre cher collègue ukrainien.

La triste réalité qui nous a été décrite il y a quelques minutes illustre de manière poignante la souffrance humaine causée par cette guerre insensée et illégale. Et la liste des ravages causés par la guerre de la Russie ne fait que s'allonger. Chaque jour, nous sommes témoins des conséquences humanitaires catastrophiques de l'emploi par la Russie d'armes explosives dans des zones peuplées. Au moins 1 100 décès de civils, dont plus de 100 enfants, ont été confirmés par l'ONU. Nous savons tous autour de cette table que le nombre réel est probablement bien plus élevé. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : plus de 3,9 millions de réfugiés ont fui face à l'invasion de la Russie ; 6,5 millions de personnes sont déplacées en Ukraine, cherchant désespérément à se mettre à l'abri de la guerre avec de moins en moins de ressources et peu ou pas de moyens de répondre à leurs besoins de base.

Nous sommes profondément préoccupés par la vulnérabilité croissante des personnes déplacées et des réfugiés, alors que la guerre se poursuit. Les informations faisant état de « déportations » ou, disons-le franchement, d'enlèvements, par lesquels des citoyens ukrainiens sont emmenés de force de l'autre côté de la frontière, en Russie, sont tout simplement effroyables. Nous sommes également préoccupés par les activités

des trafiquants d'êtres humains, à qui la guerre offre les conditions optimales pour s'en prendre aux femmes et aux enfants en fuite.

Je le répète, nous condamnons dans les termes les plus forts les actes de violence sexuelle et fondée sur le genre contre des femmes et les actes de violence contre des enfants, qui ont été signalés par les organisations humanitaires. Ils sont particulièrement intolérables et constituent clairement l'une des horreurs auxquelles sont confrontés les citoyens ukrainiens. Leurs auteurs ne doivent bénéficier d'aucune impunité. On nous avertit de l'émergence d'une crise de protection de l'enfance, étant donné l'augmentation du nombre d'enfants non accompagnés et séparés. Nous avons la responsabilité d'en tenir compte.

Nous appelons une fois de plus la Fédération de Russie à respecter les obligations qui lui incombent en vertu du droit international, y compris du droit international humanitaire, afin d'accorder au personnel humanitaire un accès complet, sûr et sans entrave aux personnes dans le besoin. La Fédération de Russie doit également permettre à toutes les personnes qui cherchent à quitter l'Ukraine de le faire en toute sécurité vers les destinations de leur choix. La vérité est que seule la Fédération de Russie peut prévenir une nouvelle détérioration de la situation humanitaire qu'elle a provoquée.

Alors que le monde est confronté à une crise alimentaire imminente, nous constatons aujourd'hui que les conséquences de cette guerre insensée se font sentir bien au-delà des frontières souveraines de l'Ukraine. Cette guerre injustifiée a déjà un effet multiplicateur sur l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, aggravant d'autres problèmes, tels que les sécheresses, les inondations et les conflits ailleurs dans le monde, qui entraînaient déjà une hausse des prix et perturbaient les chaînes d'approvisionnement. La Fédération de Russie est l'un des plus grands producteurs de céréales au monde et, en menant une guerre non provoquée contre un autre grand producteur, elle fait monter le prix des denrées de base, si bien que les personnes qui sont au bord de la survie ne peuvent même plus se permettre une miche de pain.

De plus, cruellement, la guerre empêche actuellement les agriculteurs ukrainiens de planter, de récolter et d'exporter des céréales. Les récoltes futures sont donc déjà perdues, avec des répercussions à long terme sur la sécurité alimentaire dans le monde. Comme nous l'avons entendu, la guerre a déjà de graves conséquences sur la capacité matérielle et financière du Programme alimentaire mondial de répondre aux besoins générés par la faim partout dans le monde.

On nous avait prévenus que l'année 2022 serait une année catastrophique sur le plan de la famine. Maintenant, cette guerre insensée vient confirmer cette terrible catastrophe. Comme si nous avions besoin d'un rappel, elle met en lumière le lien entre les conflits et la faim. Des vies sont perdues en raison de l'insécurité alimentaire causée par cette guerre. Et même si elle prenait fin cet après-midi, elle entraînerait encore des morts à l'avenir à cause de la faim.

La guerre fait rage maintenant depuis cinq longues semaines, cinq semaines de destruction, de bombardements, de pertes de vies et d'espoir. Ce qui n'est pas perdu, c'est notre solidarité avec le peuple ukrainien. Elle reste inébranlable et résolue. La communauté internationale et le Conseil de sécurité ne doivent pas devenir insensibles à la tragédie qui se déroule actuellement en Ukraine. La vérité demeure, comme cela a été le cas au cours de ces cinq dernières semaines, que cette guerre peut prendre fin si la Fédération de Russie a la volonté d'y mettre un terme.

Il est possible d'atteindre les personnes prises au piège qui ont besoin d'aide dans les villes assiégées, d'acheminer l'aide vitale grâce à un accès humanitaire sûr, d'éviter de nouveaux flux de réfugiés désespérés et vulnérables et de sauver d'innombrables vies, mais seulement si la guerre prend fin, les hostilités cessent et la Russie met un terme à son agression, respecte les obligations qui lui incombent en vertu du droit international et retire toutes ses forces sans condition de l'ensemble du territoire souverain de l'Ukraine.

Nous appelons à nouveau la Fédération de Russie à faire le bon choix, à mettre fin à cette guerre, à revenir à la diplomatie, à participer de bonne foi à un véritable dialogue et à rétablir la paix en Ukraine. Je reste convaincue qu'il n'est jamais trop tard pour faire le bon choix.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions les intervenants d'aujourd'hui. Aujourd'hui, nous avons entendu, certainement pas pour la dernière fois, de nombreux appels à une trêve humanitaire, à l'octroi d'un accès humanitaire, à des pauses humanitaires et à des couloirs humanitaires. Ces initiatives ont été proposées hier par le Secrétaire général António Guterres.

Il est difficile de ne pas s'étonner face au manque de cohérence de mes collègues. Mercredi dernier (voir S/PV.9002), il y a moins d'une semaine, la plupart d'entre eux ont rejeté notre projet de résolution humanitaire

S/2022/231, qui aurait été contraignant pour toutes les parties et qui contenait une liste spécifique de mesures à prendre pour débloquer les travaux des organismes humanitaires, principalement dans l'est de l'Ukraine. Dans ce contexte, les déclarations faites aujourd'hui, en particulier celles des délégations occidentales, semblent très hypocrites.

Et pourtant, les propositions contenues dans notre projet de résolution allaient plus loin que la liste présentée par nos collègues occidentaux. Il prévoyait également l'obligation de ne pas placer d'armes lourdes dans les zones résidentielles et de ne pas utiliser les civils comme boucliers. Son adoption par le Conseil aurait pu sauver d'innombrables vies, car la principale menace qui pèse sur les civils dans les villes ukrainiennes provient des nazis et des radicaux ukrainiens, qui utilisent les civils comme boucliers humains. Internet regorge de vidéos qui en témoignent, téléchargées par les habitants des villes libérées ou par ceux qui ont réussi à fuir par les couloirs humanitaires, alors même qu'ils étaient bombardés par les forces armées ukrainiennes et les nationalistes. J'espère que les membres du Conseil ont vu ces images. Et pourtant, on nous accuse aujourd'hui de bombarder des navires transportant des céréales, du matériel agricole et des entrepôts de stockage de céréales.

Notre projet de résolution exigeait également le traitement respectueux et humain des prisonniers de guerre, compte tenu des vidéos mises en ligne par des nazis ukrainiens montrant un traitement extrêmement cruel des soldats russes retenus en captivité. Les membres du Conseil ont-ils vu ces images ? Et cela se produit en dépit du fait que la Russie respecte rigoureusement ses obligations internationales et qu'il n'y a aucune menace pour les Ukrainiens qui déposent les armes. Les membres du Conseil peuvent également en trouver la preuve dans les vidéos diffusées dans les médias sociaux.

Les nazis ukrainiens n'hésitent pas à recourir aux tortures et aux représailles les plus sophistiquées. Il suffit de mentionner la découverte choquante de civils torturés à mort dans les prisons des bataillons nationalistes, leurs corps mutilés marqués de croix gammées. Les membres du Conseil ont-ils vu ces images ?

Dans le contexte d'un traitement aussi cruel infligé par les radicaux et les services spéciaux ukrainiens à leurs propres citoyens, nous sommes très préoccupés par les mesures prises par Kiev pour éliminer physiquement les dirigeants qui professent publiquement des opinions

indésirables. Dans notre lettre du 21 mars (S/2022/253), nous avons officiellement informé le Conseil de sécurité de l'enlèvement par le Service de sécurité de l'Ukraine de la militante civile Elena Berezhnaya, qui a participé à des séances du Conseil. Il n'y a toujours aucune information sur son sort.

Des informations faisant état d'incidents similaires ont depuis été reçues concernant Vasyl Volha, un politicien ukrainien de l'opposition et leader du parti de l'Union des forces de gauche, le spécialiste des sciences politiques Dmytro Dzhahirov, le politologue de l'opposition Yuri Dudkin, le journaliste et publiciste Dmitriy Skvortsov, l'historien et personnalité publique Alexander Karevin, le journaliste et animateur de télévision Yan Taksyur et le rédacteur en chef de la publication *Timer* basée à Odessa, Yuriy Tkachev. Le Service de sécurité de l'Ukraine a même perquisitionné le domicile d'un autre spécialiste des sciences politiques bien connu du Conseil de sécurité, Mykhaylo Pohrebyskyy. Nous n'avons aucune information sur son sort aujourd'hui. Nous espérons que nos collègues occidentaux et les organes compétents de l'ONU et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe chargés des droits de l'homme effectueront une évaluation équitable de cette chasse aux sorcières.

La liste des problèmes créés par Kiev ne cesse de s'allonger. Un danger supplémentaire, sous la forme de mines ukrainiennes à la dérive, est désormais apparu en mer. La Bulgarie, la Roumanie et la Turquie ont déjà été confrontées à ce dangereux problème ou le seront bientôt. Dans ce contexte, nous tenons à souligner que les forces armées russes ne constituent pas une menace pour la liberté de navigation civile. Afin de permettre aux navires étrangers de quitter les ports ukrainiens pour la haute mer, nous avons établi un couloir humanitaire, une voie de circulation d'une longueur de 80 milles marins et d'une largeur de trois milles marins. Ce couloir est ouvert tous les jours de 8 heures à 19 heures, heure de Moscou. Nous avons communiqué cette information à toutes les parties intéressées.

Bien que nos collègues occidentaux n'aient pas appuyé le projet de résolution humanitaire au Conseil de sécurité, nous mettons en œuvre unilatéralement tous nos engagements humanitaires. Nous prenons chaque jour l'initiative d'organiser des couloirs humanitaires : 10 routes ont encore été proposées aujourd'hui, à la fois vers la Russie et l'ouest de l'Ukraine. Nous organisons également la livraison de produits de première nécessité, de médicaments et de nourriture

aux personnes dans le besoin. Nous avons déjà livré plus de 6 000 tonnes d'aide à l'Ukraine, et la Russie a accueilli un demi-million de réfugiés. Des canaux de communication efficaces ont été établis entre le Ministère de la défense et le Ministère des affaires étrangères de la Russie, d'une part, et la direction du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, d'autre part. En coordination directe avec le CICR, nous organisons des couloirs sécurisés pour les évacuations ainsi que la recherche et l'échange de prisonniers de guerre. Le 18 mars, avec l'aide des forces armées russes, le premier convoi humanitaire de l'ONU s'est rendu de Poltava à Soumy. Il a permis d'acheminer et de distribuer 130 tonnes d'aide humanitaire.

Alors que la Russie envoie des convois contenant des tonnes de nourriture et de biens de première nécessité en Ukraine, ce qui circule de l'Ouest vers l'Ukraine, comme nous le savons tous, ce sont des armes et des missiles.

Aujourd'hui, nous avons entendu parler, probablement pas pour la dernière fois, de la crise alimentaire mondiale prétendument imminente. Selon les délégations occidentales, elle serait causée exclusivement par les actions de la Russie en Ukraine. En présentant le problème de cette manière, nos collègues occidentaux manipulent habilement la vérité. Après tout, les véritables raisons pour lesquelles le marché alimentaire mondial connaît de sérieuses turbulences n'ont rien à voir avec les actions de la Russie, mais sont en fait liées à l'hystérie débridée des sanctions déclenchée par l'Occident contre la Russie, sans considération pour les populations des pays du Sud ou pour ses propres citoyens.

Les tentatives visant à isoler la Russie sur le plan économique, financier et logistique des canaux de coopération établis de longue date se transforment déjà en une crise économique d'une ampleur sans précédent. Même pour un observateur non averti, il est clair que seul l'abandon des restrictions unilatérales illégales permettra d'alléger les tensions dans les relations logistiques et financières, de garantir la continuité des chaînes d'approvisionnement et de stabiliser les marchés agricoles et alimentaires internationaux. Après tout, les stocks d'aliments produits en Russie n'ont pas diminué. Ce sont les États occidentaux eux-mêmes qui sont en mesure de prévenir la faim et les pénuries alimentaires, même s'ils prétendent le contraire aujourd'hui et tentent de rejeter la faute sur la Russie.

Nous ne pouvons pas non plus manquer d'exprimer notre préoccupation concernant les cas répétés de confiscation de véhicules portant l'insigne de l'ONU par les forces armées ukrainiennes. Il est encourageant que le Secrétariat ait enfin reconnu que de telles infractions avaient eu lieu à Kharkov et Marioupol. Nous attendons une réponse à notre dernière requête concernant un véhicule de l'ONU portant l'immatriculation diplomatique DP210015, également à Kharkov, qui, selon des témoignages, aurait été utilisé par des nationalistes ukrainiens pour des opérations de combat.

Nous avons également été informés de cas de radicaux utilisant des véhicules de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Nos collègues à Vienne sont parfaitement au courant de cette information. Il importe que ces deux organisations internationales procèdent à une évaluation impartiale de ces incidents. Par ailleurs, des publications en ligne montrent clairement que des véhicules de livraison DHL sont également tombés entre les mains des forces armées ukrainiennes et sont utilisés pour transporter des armes. Nous ne pouvons donc pas exclure la possibilité que des véhicules appartenant à des organisations internationales ou des véhicules arborant des symboles médicaux puissent être utilisés comme couverture pour importer des États voisins de l'Ukraine toutes les armes que l'Occident a généreusement promises à Kiev. J'espère que les membres réalisent quel coup cela porterait à la réputation de tous les mécanismes internationaux qui dissimuleraient les preuves de l'utilisation de véhicules affichant leurs emblèmes.

Pour terminer, je voudrais réagir à l'argument souvent avancé par nos collègues occidentaux selon lequel l'opération militaire spéciale de la Russie serait une guerre de choix non provoquée. On l'a encore entendu aujourd'hui. Nous avons expliqué à plusieurs reprises ce qui avait mené à la crise actuelle. Ceux qui nous accusent essaient simplement de minimiser leur propre rôle dans ce qui a provoqué cette crise et font comme si son déclenchement n'avait rien à voir avec eux, leur politique à l'égard de la Russie ou leurs efforts géopolitiques pour créer une anti-Russie, ce que l'Ukraine est récemment devenue.

Puisqu'il est question de guerre de choix, parlons des agressions des États-Unis contre la Yougoslavie, l'Iraq, la Libye, l'Afghanistan et la Syrie, et de la guerre du Viet Nam. Tous ces États sont situés à des milliers de kilomètres de Washington, et l'action armée des Américains n'y a rien fait d'autre que des centaines de

milliers de morts et des vies anéanties. Les hostilités ont laissé des pays dévastés et condamné des millions de personnes à la pauvreté et à la misère. Il s'agissait de guerres de choix, car les États-Unis avaient le choix de ne pas les déclencher. De la même façon, Washington et ses alliés ont aujourd'hui le choix. Ils peuvent choisir d'arrêter d'attiser la crise ukrainienne, de livrer des armes au régime de Kiev et de provoquer une crise alimentaire mondiale et la famine dans un certain nombre d'États.

M^{me} Juul (Norvège) (*parle en anglais*) : Nous remercions les intervenants de leurs comptes rendus peu optimistes de la situation sur le terrain.

La guerre de la Russie contre l'Ukraine constitue une violation flagrante du droit international et des principes mêmes qui sont inscrits dans la Charte des Nations Unies. La guerre de la Russie est en train de causer la plus grande crise humanitaire en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale. Les dégâts et la destruction infligés aux infrastructures civiles, y compris les systèmes alimentaires, sont dévastateurs, comme les intervenants nous l'ont dit si clairement aujourd'hui.

Les attaques visant des civils sont tout simplement inacceptables. Un quart de la population ukrainienne est maintenant déplacée. Une fois encore, nous réaffirmons que le droit international humanitaire doit être respecté, et que les populations civiles en Ukraine doivent être protégées. Un cessez-le-feu humanitaire s'impose d'urgence en Ukraine, et nous nous félicitons que le Secrétaire général ait pris l'initiative de demander au Secrétaire général adjoint Griffiths de travailler directement avec les parties sur un accord possible. Nous saluons également la reprise du dialogue aujourd'hui entre les parties et espérons qu'il permettra d'instaurer la confiance requise pour un accord rapide sur la cessation des hostilités.

Je veux juste m'arrêter sur trois points préoccupants.

Premièrement, la guerre accroît le risque de violence sexuelle et fondée sur le genre, y compris la violence sexuelle employée comme tactique de guerre. C'est très inquiétant. Il faut renforcer la prévention, la protection et l'intervention.

Deuxièmement, il faut agir immédiatement pour préserver les enfants qui se trouvent en Ukraine des maux du conflit, notamment le fait de manquer de soins médicaux tant urgents que chroniques. De nombreux enfants ont fui et sont non accompagnés. Ils sont extrêmement vulnérables et doivent être protégés.

Troisièmement, les déplacements massifs et les flux de réfugiés ont apparemment entraîné une recrudescence de la traite des êtres humains. Le problème appelle des mesures d'urgence, notamment de la part de l'ONU et des États d'accueil.

Les Ukrainiens réagissent avec beaucoup de courage et de détermination, et nous sommes conscients du rôle de premier plan que les femmes jouent dans ce contexte. Le travail mené par les organisations humanitaires internationales et leurs partenaires locaux et intervenants de première ligne est capital. Le dialogue systématique entre eux – et avec les populations touchées – doit être intensifié. À mesure que les besoins augmentent, leur action doit s'accélérer, et leur aptitude à rester et agir doit être renforcée.

Les organisations humanitaires doivent se voir accorder un accès humanitaire sûr, rapide et sans entrave aux personnes dans le besoin. Nous saluons aussi l'hospitalité et la solidarité des voisins de l'Ukraine, et nous encourageons les pays à maintenir leurs frontières ouvertes à tous ceux qui cherchent à se protéger, sans discrimination.

Le Secrétaire général, le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres organisations de développement tirent la sonnette d'alarme à propos des conséquences régionales, et même mondiales, de la guerre. Il s'agit à la fois d'une crise humanitaire et d'une crise de développement. Il s'agit à la fois d'une crise ukrainienne et d'une crise mondiale.

L'Ukraine elle-même a reculé de plusieurs décennies en termes de développement. Plus de 60 % de ses citoyens pourraient tomber sous le seuil de pauvreté dans les 12 prochains mois.

Le conflit aura des retombées terribles sur le secteur agricole, qui pourraient aboutir à une hausse mondiale de l'insécurité alimentaire et des prix du carburant et de l'engrais, entraînant des troubles sociaux et de l'instabilité dans le monde entier.

Les répercussions de l'agression russe toucheront particulièrement les personnes vivant dans des pays en proie à un conflit ou à une crise, comme la Syrie, le Yémen, l'Afghanistan, l'Éthiopie et le Soudan du Sud.

Nous voyons donc d'un bon œil l'initiative du Secrétaire général de créer un groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière.

L'agression de la Russie aura des conséquences à long terme pour l'Ukraine. Elle exacerbe d'autres crises humanitaires et compromet le développement économique et la paix et la sécurité dans le monde. La Russie doit cesser cette guerre injuste. C'est la seule façon de mettre fin à la catastrophe humanitaire en Ukraine et au-delà.

M. Tirumurti (Inde) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier la Sous-Secrétaire générale Joyce Msuya et le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial David Beasley de leurs exposés sur la situation humanitaire en Ukraine.

L'Inde reste profondément préoccupée par la situation sur place, qui n'a cessé de se détériorer depuis le début des hostilités. Nous réitérons notre appel en faveur d'un accès humanitaire sans entrave aux zones de conflit armé en Ukraine. Il est urgent de répondre aux besoins humanitaires de la population touchée. À cet égard, les initiatives de l'ONU et des organismes des Nations Unies, tels que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Programme alimentaire mondial, renforcent les efforts en cours. Nous prenons également note de la décision des pays de l'Union européenne, qui ont accepté le transit sans permis des transports humanitaires à destination de l'Ukraine.

Nous espérons que la communauté internationale continuera de répondre positivement aux besoins humanitaires du peuple ukrainien, notamment en apportant un appui généreux en réponse à l'appel d'urgence du Secrétaire général et dans le cadre du plan régional d'intervention pour les réfugiés de l'Ukraine.

Compte tenu de la triste situation humanitaire qui a cours en Ukraine, l'Inde a déjà envoyé plus de 90 tonnes de fournitures humanitaires à l'Ukraine et à ses voisins. Ces fournitures comprennent des médicaments et d'autres articles de secours essentiels pour les réfugiés. Nous enverrons encore de l'aide humanitaire dans les prochains jours, en particulier des médicaments essentiels.

Je souligne qu'il importe que l'action humanitaire soit toujours guidée par les principes régissant l'aide humanitaire, à savoir l'humanité, la neutralité, l'impartialité et l'indépendance, qui sont ancrés dans les principes directeurs des Nations Unies en matière d'aide humanitaire d'urgence. Il ne faut pas que ces mesures soient politisées.

Le conflit a déjà une incidence sur l'économie mondiale, en particulier dans de nombreux pays en développement, notamment par la perturbation des chaînes logistiques. Ses répercussions sur les prix de l'énergie et des produits de base sont flagrantes.

Nous réitérons notre appel à la cessation immédiate des hostilités dans toute l'Ukraine. Le Premier Ministre de notre pays l'a réitéré à plusieurs occasions et il a insisté sur le fait qu'il n'existait pas d'autre option que la voie du dialogue et de la diplomatie.

Nous persistons à souligner que l'ordre mondial est ancré dans le droit international, la Charte des Nations Unies et le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des États.

Nous appelons les deux parties à participer résolument aux pourparlers en cours. Nous espérons qu'un accord pourra être conclu rapidement. Il est clairement dans notre intérêt collectif de trouver une solution qui permette une désescalade immédiate des tensions, afin de garantir la paix et la stabilité à long terme dans la région et au-delà.

M^{me} Oppong-Ntiri (Ghana) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier de leurs exposés M^{me} Joyce Msuya, Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence, et M. Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial. Je me félicite également de la participation du représentant de l'Ukraine à la présente séance.

Près d'une semaine après l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution historique ES-11/2, qui appelle sans équivoque à une cessation immédiate des hostilités et à un retour sur la voie du dialogue et de la diplomatie (voir A/ES-11/PV.9), les signes observés sur le terrain ne reflètent pas encore le sentiment de la communauté internationale qui souhaite une amélioration rapide de la situation humanitaire en Ukraine.

Un cessez-le-feu immédiat et sans condition et le retrait de toutes les forces d'invasion des frontières internationalement reconnues de l'Ukraine sont essentiels pour sauver des vies et prévenir d'autres conséquences dévastatrices pour le peuple ukrainien et restent fondamentaux pour faire face à l'aggravation des conditions humanitaires.

Le Ghana reste profondément préoccupé par la poursuite des bombardements militaires sur les villes et les zones peuplées de civils en Ukraine et est affligé par les traumatismes causés, en particulier aux personnes âgées, aux femmes et aux enfants. Nous déplorons les pertes en vies humaines, les déplacements de populations et les souffrances endurées par tous les Ukrainiens du fait de cette guerre inutile.

Il importe plus que jamais que les parties au conflit s'engagent de toute urgence à instaurer une pause humanitaire pour permettre l'évacuation et le passage en toute sécurité des civils et faciliter l'acheminement de denrées alimentaires, de médicaments et d'autres services essentiels aux populations qui en ont cruellement besoin et qui sont prises au piège dans les villes assiégées. Nous déplorons également les attaques contre des installations médicales et appelons à la protection des travailleurs humanitaires et du personnel médical.

Nous exhortons les parties à honorer leurs engagements en vertu du droit international et du droit international humanitaire, en particulier les dispositions de la Convention de Genève de 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, également connue sous le nom de quatrième Convention de Genève. Le Ghana encourage en outre les pays voisins de l'Ukraine à faciliter le libre passage des personnes fuyant la guerre, sans discrimination aucune, et à leur fournir une aide humanitaire, notamment des soins médicaux, conformément aux principes d'humanité, de neutralité et d'impartialité.

Nous restons préoccupés par les répercussions de la guerre en Ukraine sur l'économie mondiale, en général, et par ses conséquences disproportionnées sur les pays en développement et les petites économies, dont beaucoup sont déjà aux prises avec la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Nous renouvelons notre appel urgent à la solidarité internationale en ce qui concerne la libération souveraine des stocks alimentaires excédentaires, les interventions ciblées sur le marché pétrolier, les nouvelles initiatives relatives à la dette et les mécanismes d'accès au financement, afin de contribuer à maintenir la cohésion et la stabilité mondiales en cette période précaire.

Nous prenons note de l'intention déclarée de la Fédération de Russie de redéployer ses forces de certaines parties de l'Ukraine et l'exhortons à poursuivre le dialogue en cours en Turquie en vue de trouver une solution à la crise.

Dame Barbara Woodward (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je me joins aux autres orateurs pour remercier la Sous-Secrétaire générale Msuya et le Directeur exécutif Beasley de leurs exposés.

Aujourd'hui, nous avons une fois de plus entendu parler des terribles conséquences subies par le peuple ukrainien du fait de la guerre insensée voulue par le Président Poutine : 10,3 millions de personnes

déplacées, 73 attaques confirmées contre des hôpitaux et des centres médicaux et 659 écoles et jardins d'enfants endommagés.

Les ravages causés à Marioupol sont presque indescriptibles. Les civils restent sans nourriture, sans eau et sans électricité. Les habitants en seraient réduits à boire non seulement de la neige, mais aussi de l'eau des égouts pour survivre. Des informations crédibles font état de charniers et de la déportation forcée d'habitants vers la Fédération de Russie, ainsi que d'actes de violence sexuelle et d'utilisation de mines terrestres. Les responsables de ces crimes auront à en répondre.

Il est urgent d'atténuer les souffrances humanitaires en Ukraine. Nous prenons note de l'annonce faite hier par le Secrétaire général au sujet du rôle joué par Martin Griffiths pour parvenir à un cessez-le-feu humanitaire, et nous remercions le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Programme alimentaire mondial des données les plus récentes qu'ils nous ont fournies. Nous remercions également le Secrétaire général des observations qu'il a formulées hier concernant les personnes que ces organismes ont pu aider.

Nous encourageons tous les efforts visant à aider le peuple ukrainien, avec le consentement du Gouvernement ukrainien. Le Royaume-Uni continuera d'apporter sa contribution. Nous avons versé 400 millions de livres sterling pour appuyer l'Ukraine, dont 220 millions de livres sterling en aide humanitaire. Nous appelons à une coopération étroite entre les organismes des Nations Unies et les autres donateurs afin de garantir que cette aide parvienne aux plus vulnérables et les protège.

Que les choses soient claires. Comme le Secrétaire général l'a indiqué hier, la seule façon de mettre fin aux souffrances est que la Russie mette fin à la guerre. Les prix mondiaux des produits de base étaient déjà en hausse avant l'invasion, alors que les économies se relevaient de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Nous sommes aujourd'hui les témoins d'une flambée des prix de l'énergie et d'une insécurité alimentaire mondiale qui frappent le plus durement les plus vulnérables. Presque tous les États Membres pâtissent aujourd'hui de la guerre menée par la Russie. Comme l'a dit David Beasley, nous risquons maintenant de connaître une déstabilisation causée par la famine et de devoir ôter la nourriture à des enfants qui ont faim pour la donner à des enfants affamés. L'appétit de la Russie pour la guerre prive le monde de nourriture.

Le Royaume-Uni se félicite de la résolution ES-11/2 de l'Assemblée générale, adoptée la semaine dernière. Les États Membres de l'ONU ont envoyé un message retentissant : la Russie porte l'entière responsabilité de la crise humanitaire en Ukraine et des secousses ressenties dans le monde entier. Pour que les souffrances cessent, les balles et les bombes russes doivent cesser, et les chars et les troupes russes doivent regagner leur pays.

M. Hoxha (Albanie) (*parle en anglais*) : Quiconque cherche à connaître la vérité sur l'Ukraine aujourd'hui arrive à la même conclusion : l'agression russe a provoqué une situation humanitaire catastrophique en Ukraine. Elle doit prendre fin et laisser place non seulement à des possibilités de négociations, mais aussi à des négociations réelles, avec l'instauration d'un cessez-le-feu immédiat à l'échelle nationale, comme 140 États Membres l'ont demandé la semaine dernière (voir A/ES-11/PV.9). Malheureusement, au moment où nous parlons, des personnes sont encore tuées.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, on comptait quelque 40 millions de personnes qui avaient été contraintes de quitter leur foyer. En Ukraine, au bout de cinq semaines seulement, un quart de la population du pays, soit 44 millions de personnes, a été déplacée du fait de l'agression russe. On nous a dit à maintes reprises que cette guerre ne concernait pas les civils, mais en réalité, elle est devenue principalement une guerre entre l'armée russe et les civils ukrainiens, y compris les femmes et les enfants.

La ville de Marioupol, sauvagement bombardée et réduite en cendres, symbolise l'extrême brutalité de l'invasion russe. Selon le maire de la ville, l'objectif de la Russie est de faire disparaître la ville et ses habitants de la surface de la Terre. Il y a une définition juridique de cette pratique méprisable.

Nous le savons grâce aux archives historiques : la cruauté inflige des dommages et des souffrances indicibles, mais elle ne l'emporte jamais. Elle n'a pas gagné pendant la Seconde Guerre mondiale, elle n'a pas gagné pendant les trois longues années de siège de Sarajevo ni durant le génocide de Srebrenica, elle n'a pas gagné lors des horribles massacres et du nettoyage ethnique à grande échelle perpétrés au Kosovo. Nous savons comment ont fini tous ceux qui ont tenté d'agir ainsi, tous ceux qui ont été atteints du syndrome de l'homme fort : derrière les barreaux, dans le meilleure des cas.

Les bombardements d'écoles, d'hôpitaux, de centres commerciaux, de théâtres et de cinémas au moyen d'armes modernes font de nombreux morts et terrifient un plus grand nombre de personnes encore, mais ils n'ont pas démoralisé ni brisé les Ukrainiens. Au contraire, ils sont la marque de l'échec de la Russie et scellent son humiliation. Les Ukrainiens, hommes et femmes, ne se battent pas pour survivre mais pour vaincre – et ils vaincront.

Aucune propagande ne peut effacer les faits : la moitié des enfants d'un pays de 44 millions d'habitants ont été déplacés ; et près de 4 500 immeubles résidentiels, plus de 90 usines et entreprises, plus de 650 établissements d'enseignement et 74 institutions sanitaires ont été endommagés ou détruits en Ukraine. Rien qu'à Kharkiv, plus d'un millier de maisons ont été détruites par la Russie. Ces énormes dégâts ne sont pas qu'une conséquence ; ils sont en fait l'objectif réel de l'agresseur. Puisqu'il ne peut occuper le pays, alors il le détruit.

L'invasion russe de l'Ukraine a de profondes répercussions sur la sécurité alimentaire dans le monde, comme le confirment les rapports de l'ONU. Elle pose de graves difficultés pour les pays en développement, et ce alors que l'année 2022 devrait être marquée par la faim dans des proportions catastrophiques, avec plus de 44 millions de personnes dans 38 pays au bord de la famine et alors que les besoins mondiaux en matière d'aide humanitaire n'ont jamais été aussi grands. Avant, les populations dans les zones de conflit avaient peur de mourir de la guerre ; maintenant elles ont également peur de mourir de faim. C'est une autre conséquence de la guerre russe.

Des faits inquiétants confirment que la Russie a remplacé le droit à l'information par la liberté de désinformation. *Novaya Gazeta*, un des principaux journaux d'investigation indépendants en Russie, dirigé par Dmitry Muratov, lauréat du prix Nobel, a annoncé qu'il était contraint de suspendre sa publication après avoir reçu un avertissement du Gouvernement. On leur a dit qu'ils ne pouvaient pas dire la vérité et qu'ils ne pouvaient pas parler de la guerre.

Combien de fois avons-nous entendu, de la manière la plus ridicule qui soit, que les Ukrainiens sont la cause de tous leurs maux ? C'est maintenant ce qu'entendent les Russes à longueur de journée, dans un système d'information qui fonctionne presque en circuit fermé. Les Ukrainiens seraient-ils à ce point masochistes ? Le fait est qu'ils ont été attaqués sur leur territoire et qu'ils se battent pour le défendre. Une

censure totale de l'information maintiendra les Russes dans l'obscurité, sous l'emprise d'une réalité parallèle déformée par la propagande, jusqu'à ce que des mères partent à la recherche de leurs garçons portés disparus.

L'équipe des Nations Unies chargée des droits de l'homme en Ukraine a reçu des informations concernant la présence de charniers dans la ville assiégée de Marioupol. D'autres horreurs seront bientôt découvertes. Tout doit être fait pour garantir que les auteurs de tous les crimes de guerre commis en Ukraine seront amenés à en répondre. Le groupe des amis du principe de responsabilité à la suite de l'agression lancée contre l'Ukraine créé récemment appuiera tous les efforts visant à collecter des éléments de preuve et à recenser les atrocités commises durant la guerre.

Je voudrais conclure en rappelant les faits. Nous savons maintenant que la Russie voulait toute l'Ukraine, et elle a appris à ses dépens qu'elle ne peut pas l'obtenir et qu'elle n'y parviendra pas. Elle veut maintenant la diviser et en saisir une partie. Cela ne doit pas être toléré. Il faut le condamner, et la Russie doit être tenue responsable.

M. Biang (Gabon) : Je remercie M^{me} Joyce Msuya, Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence, et M. David Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, pour leurs exposés respectifs.

La guerre en Ukraine entre dans son deuxième mois. Sur le terrain, les hostilités se poursuivent, ainsi que l'exode des civils qui tentent de fuir les zones de combat. Parmi eux se trouvent de nombreux ressortissants africains. Nous suivons avec attention l'évolution de la situation sur le terrain et nous nous alarmons des attaques contre les civils, les infrastructures civiles ainsi que celles qui affectent directement la fourniture de services publics vitaux.

Les données fournies par la Croix-Rouge ce jour font état de quelque 18 millions de personnes ayant besoin d'aide humanitaire en Ukraine. Seulement 900 000 d'entre elles ont pu être secourues et accueillies par l'ONU et ses organismes spécialisés. La détérioration des conditions de vie, qui va de pair avec l'augmentation des besoins en soins de santé, y compris les soins de santé émotionnelle et mentale, complexifie sans aucun doute la nature et les modalités de distribution de l'aide, qui doit être apportée dans l'urgence à des milliers de personnes, autant celles qui ont pris le parti de rester dans leur pays que celles qui ont décidé

de fuir les zones de combat pour se mettre à l'abri. Nous savons que parmi ces dernières se trouve une majorité de femmes et d'enfants.

Nous sommes préoccupés par les informations persistantes faisant état de risques de maladies découlant des difficultés d'accès à l'eau potable et à des infrastructures sanitaires, avec pour corollaire des problèmes d'hygiène. Les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture sont elles aussi une source de préoccupation, car elles prévoient des pénuries de nourriture dans les trois mois à venir pour près de 40 % des zones observées du fait de l'imprévisibilité des récoltes, notamment. Le risque d'insécurité alimentaire a d'ailleurs des répercussions mondiales avec l'assèchement du réservoir de céréales. Nous redoutons le pire dans les régions du monde déjà en proie à des fragilités, telles que le Sahel.

Au-delà de la solidarité que nous réitérons au peuple ukrainien et à toutes les personnes qui font face à la détresse du fait de cette guerre, au-delà de l'élan de solidarité internationale, qui n'a pas faibli depuis le 24 février dernier et qui s'est notamment traduit par une grande mobilisation en faveur de l'urgence humanitaire en Ukraine, au-delà des mots et des condamnations que nous avons fait entendre à la face du monde, il est urgent que nous répondions à la détresse du peuple ukrainien et de tous ceux qui souffrent à ses côtés par des actes à la mesure des enjeux.

Mon pays est d'avis que la question humanitaire en Ukraine vaille à être appréhendée de façon cloisonnée, sans politisation aucune. La politisation ne contribuerait qu'à éloigner le Conseil de son but, celui de veiller au respect des conventions internationales pertinentes en créant les conditions du respect et de la protection des civils dans les zones de guerre, en permettant l'accès du personnel humanitaire et l'acheminement en toute sécurité et sans entrave de l'aide humanitaire. C'est cela la vocation du droit humanitaire, et c'est ce que nous faisons déjà sur d'autres problématiques dont est saisi le Conseil.

Je voudrais réitérer toute notre appréciation, celle de mon pays, à l'endroit des pays voisins de l'Ukraine, qui continuent de se mobiliser pour l'accueil d'urgence des réfugiés. Nous les encourageons à accorder le même accueil à toutes les personnes en détresse, sans distinction d'origine ou de race, y compris les ressortissants et étudiants africains. Nous demandons le respect de leur dignité et appelons à un traitement équitable de toutes les personnes en détresse.

Nous appelons à nouveau les belligérants à respecter les dispositions du droit international humanitaire, notamment les Conventions de Genève de 1949 et leurs protocoles additionnels, à garantir le respect et la protection de l'ensemble du personnel médical et des agents humanitaires. Nous appelons les parties à s'engager pour l'ouverture de couloirs humanitaires sécurisés et nous appelons à l'arrêt immédiat des hostilités.

Le combat ne doit pas cesser faute de combattants, comme dirait l'écrivain français Pierre Corneille, mais il devra cesser parce que nous nous mobiliserons pour trouver un accord à la dimension des enjeux humanitaires, politiques et sécuritaires de l'ensemble des protagonistes. Mon pays est attentif aux négociations qui se poursuivent actuellement entre les parties, notamment à Istanbul, et espère qu'elles aboutiront à court terme à un cessez-le-feu afin de créer un climat de confiance et de mettre en place l'accalmie nécessaire à l'expression de la diplomatie. Nous appelons les belligérants et toutes les parties à s'engager résolument dans un dialogue constructif en vue de trouver une issue à la crise qui prévaut.

M. Costa Filho (Brésil) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à remercier les intervenants – la Sous-Secrétaire générale, M^{me} Msuya, et le Directeur exécutif, M. Beasley – de leurs présentations, et surtout des efforts inlassables que déploient le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et le Programme alimentaire mondial (PAM) pour contribuer à atténuer la crise humanitaire en Ukraine. Je salue également la présence du Représentant permanent de l'Ukraine à la présente séance.

À l'entame d'une nouvelle semaine d'hostilités, nous continuons d'être témoins des intenses souffrances humaines que celles-ci provoquent. Les exposés d'aujourd'hui ont mis en lumière une dimension grave de plus dans cette guerre, dimension qui touche tous les pays et en premier lieu les pays en développement : l'insécurité alimentaire. Le Brésil s'inquiète de l'aggravation de la crise alimentaire mondiale. Le conflit en cours provoque déjà une diminution des disponibilités alimentaires et une flambée des prix des denrées alimentaires. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, une cinquantaine de pays dépendent des importations de blé en provenance de Russie et d'Ukraine, sans même compter d'autres produits alimentaires et services.

L'Aperçu humanitaire mondial publié par l'OCHA pour 2022 a déjà tiré la sonnette d'alarme : l'insécurité alimentaire atteint des niveaux sans précédent. Je tiens à citer une phrase tirée de cet aperçu :

« Sans une action soutenue et immédiate, l'année 2022 pourrait être catastrophique ».

Le plus inquiétant est que cette mise en garde est antérieure à l'éclatement du conflit en Ukraine. À présent, les perspectives sont encore plus sombres. Les besoins humanitaires ont beau être plus importants, les ressources, elles, sont toujours rares, situation encore exacerbée par la hausse des prix alimentaires. Il est vivement inquiétant d'apprendre que le PAM a déjà dû réduire son assistance aux réfugiés et aux autres populations vulnérables de l'Afrique de l'Est et du Moyen-Orient.

Outre les conséquences directes du conflit en Ukraine, l'imposition aveugle de sanctions économiques de large portée pourrait encore aggraver l'insécurité alimentaire. Les sanctions unilatérales ne sont pas seulement illégales au regard du droit international ; telles qu'elles sont appliquées actuellement, elles mettent en péril l'accès à des produits qui sont essentiels à la survie d'une grande partie de la population mondiale. En définitive, elles tendent à être extrêmement préjudiciables aux pays en développement, alors que certains pays développés sont en mesure de protéger leurs intérêts et, grâce à des fonds pérennes, de garantir le bien-être de leur propre population pour les années qui viennent.

L'Assemblée générale a récemment adopté une résolution sur la situation humanitaire en Ukraine (résolution ES-11/2), que le Brésil a appuyée. Dans notre explication de vote, nous avons souligné que l'Assemblée générale ne pouvait pas rester simple spectatrice des images choquantes qui nous viennent du conflit et du désespoir des civils pris au piège sur le champ de bataille (voir A/ES.11/PV.9).

Le Conseil de sécurité ne le peut pas non plus. Organe de l'ONU chargé de la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité a pour mission et pour responsabilité de remédier efficacement à cette situation. Nous devons nous efforcer de créer les conditions propices à un dialogue renforcé qui permette l'adoption de mesures concrètes propres à réduire le plus possible les souffrances humaines en Ukraine. Les civils qui souhaitent fuir les hostilités doivent pouvoir le faire en toute sécurité, et ceux qui décident de rester ne peuvent devenir la

cible d'attaques. Dans le même sens, les parties doivent accorder un passage sûr aux envois de secours à ceux qui en ont besoin.

La situation à Marioupol est particulièrement préoccupante. Nous appelons toutes les parties à œuvrer à des accords concrets pour permettre aux civils de quitter la ville s'ils le souhaitent. Les parties ne doivent épargner aucun effort pour empêcher que des personnes disparaissent et pour communiquer les informations sur la situation des personnes protégées dont elles ont le contrôle.

Une fois encore, le Brésil se fait l'écho de l'appel lancé à toutes les parties pour qu'elles respectent et fassent respecter le droit international humanitaire dans son intégralité. Quelles que soient les causes d'un conflit, une fois qu'il a éclaté, les civils doivent être en sécurité, les blessés doivent recevoir des soins médicaux, l'aide humanitaire doit parvenir à celles et ceux qui en ont besoin et les détenus doivent être traités avec humanité, et ce, en toutes circonstances. Les messages humanitaires ne doivent pas être politisés, et le droit international humanitaire ne doit pas être appliqué de manière sélective. De plus, les objectifs géopolitiques ne doivent pas supplanter les efforts de paix ni prolonger les souffrances humaines provoquées par la guerre.

Les prévisions de la plupart des organisations humanitaires pour 2022 étaient déjà catastrophiques. Ce conflit, outre les souffrances humaines et la destruction incommensurables qu'il cause en Ukraine, aura des retombées sur le monde entier, ce qui rendra plus difficile encore d'améliorer la situation désastreuse des civils dans les pays déchirés par un conflit. Plus le conflit s'éternise, plus le risque d'instabilité, de famine et de dévastation augmente, en Ukraine et ailleurs.

Il est grand temps de reprendre la voie du dialogue et de la diplomatie si nous voulons parvenir à un règlement pacifique de ce conflit. Il faut que les hostilités cessent de toute urgence. La désescalade des tensions et les négociations sont la seule issue à ce conflit, non seulement pour les pays directement impliqués, mais aussi pour le monde tout entier.

M. Dai Bing (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie la Sous-Secrétaire générale Joyce Msuya et le Directeur exécutif David Beasley pour leurs exposés, qui nous ont donné un compte rendu inquiétant de la situation sur le terrain.

La situation de conflit persiste en Ukraine. Il est impératif de protéger efficacement la vie des civils et de répondre à leurs besoins humanitaires. La Chine appelle au respect du droit international humanitaire afin d'éviter au maximum les pertes civiles, de protéger les installations civiles, d'assurer un passage sûr pour l'évacuation et l'accès humanitaire, et de garantir un approvisionnement continu des produits de première nécessité, tels que les vivres, l'eau potable et les médicaments. La protection des groupes vulnérables tels que les femmes et les enfants doit être renforcée.

Nous soutenons les organismes humanitaires tels que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Programme alimentaire mondial (PAM), qui respectent les principes d'humanité, de neutralité et d'impartialité, continuent de mobiliser et de coordonner l'appui de la communauté internationale à l'acheminement de secours humanitaire d'urgence aux populations touchées par le conflit, et aident l'Ukraine et les pays voisins à répondre aux considérables besoins humanitaires. Nous devons également être conscients que les sanctions généralisées, aveugles et toujours plus dures qui sont imposées frappent et continueront à frapper de plein fouet les marchés financiers, commerciaux, économiques, alimentaires et énergétiques mondiaux, avec des retombées négatives sur la vie et les moyens de subsistance de la population générale et l'apparition de problèmes humanitaires supplémentaires.

Les pays en développement – c'est-à-dire la majorité des pays du monde –, qui ne sont pas parties à ce conflit, ne devraient donc pas être entraînés dans ce bras de fer, ni contraints de subir les conséquences des querelles géopolitiques et des rivalités entre grandes puissances. À l'heure actuelle, la sécurité alimentaire mondiale est sérieusement compromise, ce qui requiert toute notre attention. Sanctions et blocus économiques auront pour seuls résultats d'exacerber artificiellement les pénuries alimentaires et les distorsions de prix, de perturber davantage la production et la chaîne d'approvisionnement alimentaires dans le monde, de faire grimper les prix des denrées alimentaires et d'imposer aux pays en développement des fardeaux qu'ils n'ont pas mérités.

Nous appelons à renforcer la coordination internationale pour stabiliser l'offre et les prix des denrées alimentaires, à s'abstenir de toute restriction injustifiée sur les exportations, à assurer le fonctionnement stable du marché et à garantir la sécurité alimentaire mondiale. L'ONU, le PAM, l'Organisation des Nations

Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation mondiale du commerce, entre autres organismes, doivent contribuer activement à coordonner la production et le commerce alimentaires entre les pays, et aider les pays en développement à surmonter les chocs.

Si cette crise se poursuit et s'aggrave, de nouveaux dégâts sont à prévoir, et ce n'est dans l'intérêt d'aucune des parties. La voie la plus probante vers un cessez-le-feu et la fin des hostilités passe par le dialogue et la négociation. La communauté internationale doit encourager et promouvoir la poursuite des négociations directes entre la Russie et l'Ukraine jusqu'à ce qu'une issue positive soit trouvée et que la paix soit rétablie. La sécurité est indivisible et rechercher une sécurité absolue en dressant un bloc contre un autre est précisément le moyen le plus sûr de récolter l'insécurité.

Les États-Unis, l'OTAN et l'Union européenne doivent également dialoguer avec la Russie, répondre aux préoccupations de sécurité légitimes de toutes les parties et construire une architecture de sécurité régionale équilibrée, efficace et durable par la voie du dialogue et de la négociation. La Chine continuera d'œuvrer à l'apaisement de la situation et au règlement de la crise et de jouer un rôle constructif à cet égard.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante des Émirats arabes unis.

Je remercie la Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires, M^{me} Joyce Msuya, et le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), M. David Beasley, de leurs exposés importants.

Chaque séance et chaque réunion d'information que nous organisons sur la détérioration de la situation humanitaire en Ukraine illustre les conséquences dévastatrices de la guerre sur la vie des civils et l'incapacité de la communauté internationale à atténuer leur souffrance. Nous sommes profondément préoccupés par le nombre croissant de victimes et l'intensification des destructions et des dommages causés aux infrastructures civiles.

Nous déplorons en particulier le taux de déplacements, sachant que près d'un quart de la population de l'Ukraine – plus de 10 millions de personnes déplacées et de réfugiés, dont une majorité de femmes et d'enfants – ont fui leurs domiciles en à peine un mois de conflit.

Nous réaffirmons l'importance que revêt une cessation immédiate de toutes les hostilités dans toute l'Ukraine. Nous accueillons également avec satisfaction la demande formulée hier par le Secrétaire général, qui souhaite que Martin Griffiths réfléchisse, en collaboration avec les parties impliquées, à la possibilité d'instaurer un cessez-le-feu humanitaire en Ukraine, et nous avons eu le plaisir d'être informés aujourd'hui par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) que les deux parties avaient répondu de façon positive. Nous appuyons fermement les organismes d'aide qui défendent les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance et qui coordonnent leur action avec toutes les parties afin de garantir un accès sûr et sans entrave pour les travailleurs humanitaires.

À la lumière de cette situation désespérée, les Émirats arabes unis estiment qu'il est important de mettre l'accent sur les points clefs suivants pour fournir une aide aussi efficace que possible aux populations dans le besoin.

Premièrement, nous saluons le rôle que jouent les organisations humanitaires et l'OCHA en répondant rapidement, sous une pression extrême, aux besoins des civils. Les efforts qu'ils déploient dans le contexte de ce conflit ont permis de fournir une aide à près d'un million de personnes. Nous saluons également les efforts visant à mettre en place un système intégré d'opérations d'aide dans tout le pays. Nous appuyons l'action menée par l'OCHA pour créer un mécanisme de notification humanitaire afin d'assurer l'acheminement de l'aide en toute sécurité. Nous souhaitons également que l'on fasse fond sur la coordination établie par l'ONU avec l'Ukraine et la Fédération de Russie, qui a permis à des convois humanitaires de fournir une aide à Soumy, et plus récemment à Kharkiv.

Deuxièmement, les Émirats arabes unis réaffirment la nécessité que toutes les parties respectent le droit international humanitaire et, en particulier, qu'elles protègent les civils, limitent les opérations militaires à des objectifs exclusivement militaires et prennent toutes les précautions possibles. Nous soulignons la nécessité de maintenir les lignes de communication ouvertes entre toutes les parties afin de coordonner l'acheminement de l'aide en toute sécurité de manière pratique et efficace, mais aussi de mettre en œuvre les propositions visant à garantir aux morts un traitement digne afin qu'ils puissent être identifiés, que leurs familles soient informées et que leurs dépouilles soient restituées de part et d'autre.

Nous soulignons également l'importance de conclure des accords de cessez-le-feu temporaires dans des zones spécifiques pour permettre aux civils d'être évacués en lieu sûr, acheminer en toute sécurité l'aide vers les civils dans le besoin et garantir la protection des travailleurs humanitaires.

Troisièmement, nous appelons à intensifier les contacts diplomatiques entre les deux parties pour parvenir à une solution pacifique et appuyons pleinement toutes les initiatives de médiation à cet égard. Nous avons pris note des échos positifs émanant des pourparlers menés à Istanbul aujourd'hui, ainsi que des autres efforts de médiation en cours. Nous espérons sincèrement qu'ils aboutiront à une solution diplomatique.

Dans ce contexte, nous soulignons également l'importance du rôle que jouent les femmes dans le règlement des conflits et les négociations de paix, notamment pour garantir leur viabilité et leur durabilité.

Nous devrions tous être alarmés par l'exposé qu'a présenté le Directeur exécutif du PAM aujourd'hui. Comme il l'a souligné, l'Ukraine et la Russie sont un grenier à blé essentiel pour le monde. L'insécurité alimentaire croissante sème le chaos dans le contexte du relèvement après la pandémie, en particulier pour les pays en développement, les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement. Au Moyen-Orient et en Afrique, le conflit met en péril des sources importantes d'approvisionnement en blé, notamment pour de nombreux pays inscrits à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Cela pourrait aggraver les troubles et l'instabilité dans le monde entier.

Pour terminer, les Émirats arabes unis réaffirment leur attachement à l'action humanitaire, à laquelle ils contribuent à titre bilatéral et en répondant à l'appel éclair des Nations Unies pour l'action humanitaire en Ukraine. Nous redisons également l'importance que revêt la contribution constructive du Conseil de sécurité afin d'atténuer la crise humanitaire en Ukraine et, plus généralement, d'encourager un règlement diplomatique urgent du conflit.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil de sécurité.

La représentante des États-Unis a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M^{me} Sherman (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je vous remercie sincèrement, Madame la Présidente, de me donner cette occasion aujourd'hui. Je vous en suis très reconnaissante.

Je m'estime tenue de faire quatre observations cruciales.

Premièrement, je tiens à ce qu'il soit clair que le conflit que subit le peuple ukrainien n'est pas un conflit entre la Fédération de Russie et l'Occident. Par plus tard que la semaine dernière, les représentants de 140 pays ont pris position en faveur de la fin du conflit et de la nécessité de mettre un terme à la crise humanitaire ; 141 pays ont soutenu la résolution initiale de l'Assemblée générale (résolution A/ES-11/1) affirmant que l'invasion russe devait prendre fin. Je dirais au représentant de la Russie, avec tout le respect que je lui dois, que le problème n'est pas entre la Russie et l'Occident. Il s'agit d'appuyer la Charte des Nations Unies et les principes de souveraineté et d'intégrité territoriale ainsi que le droit de tous les pays – tous les pays – à choisir leurs orientations politiques et leur politique étrangère.

Deuxièmement, j'ai moi-même communiqué directement avec mes homologues russes pour trouver un moyen pacifique de répondre aux préoccupations de la Fédération de Russie. Je me suis assise en face de mes homologues russes et j'ai proposé de nombreuses options en vue de répondre à ces préoccupations. Nous avons présenté, à l'instar de l'OTAN, un document énumérant des moyens très spécifiques par lesquels nous pourrions réciproquement et mutuellement répondre aux préoccupations en matière de sécurité. Le Président Poutine a choisi l'invasion, et non la diplomatie.

Troisièmement, pour répondre au représentant de la Russie, en tant que Juive américaine, je ne puis que dire, avec tout le respect que je lui dois, que le sujet n'a rien à voir avec des nazis en Ukraine. La semaine dernière, l'ancienne Secrétaire d'État et Représentante permanente des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies, et une de mes amies les plus chères, Madeleine Albright, est décédée. Elle adorait représenter les États-Unis en ces lieux. Elle aurait été scandalisée par les paroles de la Fédération de Russie aujourd'hui.

À un âge avancé, elle a appris que ses parents l'avaient élevée en tant que catholique pour la protéger contre les nazis parce que sa famille était juive. Elle a appris que trois de ses grands-parents étaient morts aux mains des nazis dans des camps de concentration. Elle savait que le Président juif de l'Ukraine n'était certainement pas un nazi et que les Ukrainiens massacrés, affamés, privés de nourriture et de médicaments, qui sont le sujet de ce dialogue humanitaire aujourd'hui, ne sont pas et n'ont jamais été des nazis.

Enfin, le présent dialogue porte sur les besoins humanitaires des civils ukrainiens et les besoins humanitaires de populations dans le monde entier qui, comme l'a si éloquemment dit David Beasley, sont en train de passer d'un stade où l'on nourrissait des enfants souffrant de la faim à un stade où l'on nourrit des enfants qui meurent de faim. Comme il l'a souligné, le grenier à pain s'est transformé en une queue pour acheter du pain. De toute évidence, nous devons tous faire ce que nous pouvons pour mettre fin à la guerre. Mais il existe un choix facile. C'est un choix que le Président Poutine peut faire aujourd'hui à Istanbul : celui de mettre fin à la guerre. Nous tous, les plus de 140 pays dans le monde, devons continuer de nous tenir aux côtés de l'Ukraine.

La Présidente (*parle en anglais*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je voudrais réagir à la déclaration de M^{me} Sherman. Je ne ferai pas de commentaire sur la partie concernant sa participation aux négociations. Bien entendu, elle est beaucoup mieux informée à ce sujet que moi ou mes collègues. Toutefois, si les négociations n'ont pas abouti, cela signifie qu'elle n'a probablement pas fait du bon travail dans ce domaine. Elle aurait peut-être dû mieux travailler et faire des propositions plus sérieuses, mais la situation est telle qu'elle est maintenant.

Je voudrais faire des commentaires sur ses observations concernant le nazisme en Ukraine. C'est déjà devenu un prétexte de dire que puisque le Président ukrainien est juif, il ne peut pas être un nazi. Je n'essaierai pas de convaincre les membres du Conseil de sécurité du contraire, je me contenterai de présenter les faits.

Les membres du Conseil savent certainement qui sont Stepan Bandera et Roman Shukhevych. Ils savent bien le mal que ces personnes ont fait à l'humanité. Ces personnes ont collaboré avec les nazis et ont été impliqués dans les meurtres de Polonais, de Juifs, de Russes et d'Ukrainiens. Si les membres du Conseil ont des doutes, qu'ils posent la question aux Polonais – pas aux responsables politiques polonais, mais aux citoyens ordinaires. J'ai travaillé en Pologne pendant trois ans, et je sais parfaitement ce que les Polonais pensent de Bandera. Et pourtant, Bandera et Shukhevych sont des héros nationaux de l'Ukraine. Des bataillons nationaux ont des symboles nazis sur leurs chevrons.

L'OTAN a récemment dû retirer de sa page Web officielle la photo d'une soldate ukrainienne parce qu'il y avait un symbole nazi sur son chevron. Bien sûr,

cela ne signifie rien si on porte un symbole nazi sur sa manche, si vos militaires torturent des prisonniers et marquent leur poitrine de croix gammées. Apparemment, de l'avis des membres du Conseil, ce n'est pas du nazisme. Pour eux, le fait que le Président d'un pays estime que le héros national de ce pays est quelqu'un qui a combattu aux côtés d'Hitler et qui a tué des Juifs, des Polonais, des Russes et des Ukrainiens ne signifie rien non plus. Cependant, nous voyons les choses différemment, tout comme la majorité de la population en Russie et en Ukraine.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

M. Kyslytsya (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je salue la présence des membres du Conseil de sécurité, de la Sous-Secrétaire générale Msuya et du Directeur exécutif Beasley.

Je prends également note de la présence dans la salle du représentant de l'État agresseur, qui occupe le siège permanent de l'Union soviétique, et qui n'est aucunement autorisé à s'exprimer au nom du peuple ukrainien, comme il vient de le faire.

D'emblée, je tiens à informer le Conseil de sécurité que le processus de démilitarisation de la Russie, mené par l'armée ukrainienne avec l'appui de l'ensemble du peuple ukrainien, est en bonne voie.

Depuis le début de l'invasion, les occupants russes ont perdu plus de 17 000 militaires, plus de 1 700 véhicules blindés, près de 600 chars, plus de 300 systèmes d'artillerie, 127 avions et 129 hélicoptères, près de 100 lance-roquettes multiples, 54 systèmes de défense aérienne et sept navires. C'est un coup dur sans précédent pour Moscou. Les pertes soviétiques en Afghanistan sont insignifiantes en comparaison.

Toutefois, après avoir écouté l'Ambassadeur de la Russie, j'ai le regret de dire que le processus de « dépou-tinisation » a pris du retard pour l'instant.

Les négociations menées aujourd'hui à Istanbul ont démontré que la Russie est peut-être prête à faire des pas en avant, même si le chemin est encore long vers un cessez-le-feu durable et une désescalade globale.

Les parties poursuivront leurs consultations afin de préparer et de se mettre d'accord sur des dispositions d'un traité sur des garanties de sécurité pour l'Ukraine, un mécanisme de mise en œuvre du cessez-le-feu, le retrait des forces et d'autres formations armées et l'ouverture et le fonctionnement des couloirs humanitaires

en toute sécurité et de façon permanente, ainsi que l'échange de dépouilles des soldats tombés au combat et la libération des prisonniers de guerre et des civils.

La signature du traité sur les garanties de sécurité pour l'Ukraine ne sera possible qu'après le retrait de toutes les unités armées russes jusqu'aux positions qu'elles occupaient le 23 février 2022.

Le processus de négociation, qui est en cours, ne change en rien quant à la nécessité de fournir à l'Ukraine une assistance supplémentaire en matière d'armement et de mettre en œuvre les nouvelles sanctions imposées à la Fédération de Russie pour l'acte d'agression qu'elle a commis.

La semaine dernière, l'écrasante majorité des Membres de l'ONU s'est de nouveau prononcée fermement contre l'invasion non provoquée et injustifiée de l'Ukraine par la Russie. Les déclarations fermes adressées à la Russie en ce qui concerne la situation humanitaire sont sans équivoque. Les tentatives de l'agresseur de rejeter la responsabilité sur la victime sont également sans équivoque.

Nous exigeons que la Russie applique immédiatement et sans condition toutes les dispositions de la résolution ES-11/2 de l'Assemblée générale, intitulée « Conséquences humanitaires de l'agression contre l'Ukraine », afin d'atténuer les souffrances humanitaires sur le terrain.

J'ai le regret de dire qu'à présent, la Russie ne montre aucune volonté de renoncer à sa stratégie d'aggravation délibérée de la situation humanitaire sur le terrain.

Il existe un lien évident entre la sécurité au vrai sens du terme, la situation humanitaire et la sécurité alimentaire dans le cadre de la guerre russe contre l'Ukraine. Après l'échec de leur plan initial de guerre éclair, les troupes russes sont passées au plan B. Ce plan prévoit de provoquer une catastrophe humanitaire dans toute l'Ukraine et de détruire le potentiel agricole de mon pays afin d'intimider les dirigeants politiques et le peuple ukrainiens et de les contraindre à se rendre.

Les moyens utilisés sont nombreux et extrêmement cruels. Il s'agit notamment de la destruction délibérée de zones résidentielles et d'infrastructures essentielles, de tirs de missiles sur l'ensemble du territoire national, du siège des villes, de la violation des dispositions relatives aux couloirs humanitaires et d'actes de terreur contre les civils dans les zones occupées, notamment

les enlèvements et les meurtres. À ce jour, les envahisseurs ont enlevé environ 30 dirigeants locaux, militants et journalistes.

Il est difficile d'imaginer que la Russie a tiré 467 missiles sur des zones exclusivement résidentielles, alors que le nombre total de missiles tirés est supérieur à 1 200. Ce chiffre comprend des missiles balistiques, des missiles de croisière et des missiles supersoniques. Sur la base de ces chiffres, les tirs de missiles par la Russie sont déjà les plus nombreux jamais effectués en si peu de temps.

Marioupol est toujours une plaie saignante au cœur de l'Europe. Selon les autorités locales, au moins 5 000 personnes ont été tuées. Près de 150 000 résidents sont toujours assiégés, privés de tous les produits de première nécessité.

Ils doivent être évacués, mais pas vers le territoire de l'agresseur. Les tentatives russes en ce sens non seulement relèvent d'une hypocrisie cynique, mais constituent également une violation flagrante des lois et coutumes de la guerre et des normes du droit international humanitaire, notamment des Conventions de Genève de 1949 et de leur protocole additionnel I. À ce jour, environ 40 000 Ukrainiens ont été déportés de force en Russie et au Bélarus.

Dans le même temps, les forces armées russes tirent sur les convois d'évacuation qui tentent de quitter Marioupol pour le territoire ukrainien non occupé. Selon l'UNICEF, un mois de guerre en Ukraine a entraîné le déplacement de 4,3 millions d'enfants – plus de la moitié des quelque 7,5 millions d'enfants que compte le pays – dont plus de 1,8 million d'enfants qui ont quitté le pays en tant que réfugiés. Au moins 143 enfants ont été tués par les envahisseurs russes et 216 ont été blessés.

Une action humanitaire s'impose de toute urgence. Nous ne devons toutefois pas oublier que la catastrophe humanitaire en Ukraine fait partie de la stratégie de guerre russe. Pour être efficace, toute initiative doit viser à changer l'approche globale de la Russie à l'égard de l'Ukraine, au lieu de se livrer à de vaines tentatives de dialogue avec l'agresseur en tant que partenaire sur le volet humanitaire.

Je renouvelle également mon appel à rejoindre le Groupe des Amis du principe de responsabilité à la suite de l'agression lancée contre l'Ukraine, qui a été lancé vendredi et qui compte déjà près de 50 États Membres.

Le troisième élément de ce lien, la sécurité alimentaire, est également menacé au niveau mondial. Nous le savons, le monde est vivement préoccupé par les perturbations de l'approvisionnement alimentaire en provenance d'Ukraine, l'un des principaux exportateurs de denrées alimentaires. Avant la guerre, plus de 55 % de toute l'huile de tournesol dans le monde était exportée d'Ukraine. Plus de 55 % du blé ukrainien était exporté vers l'Asie et 40 % vers les États africains. Environ 400 millions de personnes dans le monde, principalement au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie, dépendent des céréales exportées par l'Ukraine.

Ce qui nous inquiète également en Ukraine, c'est de savoir que 40 millions d'Ukrainiens pourraient être confrontés à des pénuries alimentaires dès cette année. Cela a incité le Gouvernement ukrainien à travailler intensivement sur les deux fronts afin de sécuriser le potentiel d'exportation du pays dans toute la mesure du possible et de veiller à ce que les Ukrainiens, qui portent le principal fardeau de l'agression russe, ne souffrent pas de la faim.

La solidarité internationale avec l'Ukraine sera cruciale si nous voulons éviter le scénario catastrophe au niveau mondial. Nous devons également comprendre que la seule cause profonde de la crise alimentaire actuelle est la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Il est donc extrêmement important de ne pas polluer notre discussion avec des références à des questions qui ne touchent pas aux causes profondes. Nous devons au contraire nous concentrer sur les implications des violations continues de la Russie. Il doit être clair que les pays vulnérables resteront en danger tant que la Russie poursuivra sa guerre en Ukraine, bombardant les infrastructures agricoles, contaminant le sol ukrainien et prenant délibérément pour cible des installations de stockage de carburant, perturbant ainsi la saison des semailles et des récoltes.

Par exemple, ce week-end, des missiles russes ont frappé des sites de stockage de carburant à Lviv, Dubno, Loutsk et Rivne, tous situés dans l'ouest du pays, loin de la ligne de front. Aujourd'hui encore, les troupes russes ont bombardé et lancé des missiles sur une entreprise agricole à Dnipro, également éloignée de la zone de combat, détruisant des véhicules et des équipements. Peut-être le représentant de l'État agresseur pourrait-il expliquer la raison de cette attaque : s'agit-il de « démilitarisation » ou de « dénazification » ?

Tous les ports maritimes ukrainiens restent bloqués par la Russie, ce qui aggrave encore la situation en raison des pénuries d'approvisionnement. Certains

d'entre eux ont été occupés. La dé-occupation et la levée du blocus permettraient d'améliorer rapidement la situation, car l'Ukraine exporte 60 % de ses produits agricoles par ses ports maritimes.

Dans ces circonstances extraordinaires, le Gouvernement ukrainien prend des mesures globales pour répondre aux défis de la sécurité alimentaire. La saison des semailles doit commencer sur 70 % de nos terres agricoles. Le Gouvernement a également lancé un programme de prêts à taux zéro pour les agriculteurs afin de renforcer leurs capacités dans le contexte de la guerre. Des mesures ont également été prises pour trouver des itinéraires sûrs pour les chaînes d'approvisionnement.

Nous sommes prêts à discuter en détail des questions de sécurité alimentaire avec tous les acteurs intéressés. En même temps, nous ne pouvons pas entrer dans les détails en présence du représentant de la Russie, car la sécurité alimentaire – ou plutôt l'insécurité alimentaire – reste l'un des principaux éléments de la planification militaire de la Russie et de ses actions sur le terrain.

Les occupants russes agissent selon la devise « plus la situation empire, mieux c'est ». Et il est fort probable que, dès que Moscou aura reçu le rapport de l'Ambassadeur russe, la liste des cibles russes sera complétée par de nouveaux éléments. Nous ne voulons pas que toutes les terres noires de l'Ukraine soient ensemençées de mines ou que toutes les infrastructures agricoles soient détruites.

Poutine n'est pas le premier dictateur à utiliser la nourriture comme arme contre la nation ukrainienne. L'apôtre idéologique de Moscou, Staline, a tué des millions d'Ukrainiens il y a 90 ans durant la Grande famine qu'il a artificiellement créée. Il n'est donc pas surprenant que Poutine, qui vénère Staline comme un ancêtre, ait recours à la même pratique.

Qu'il me soit permis de citer un message écrit qui a été récemment envoyé depuis Marioupol assiégée par l'un de ses habitants à un membre de sa famille.

« Dima, maman a été tuée le 9 mars 2022. Elle est morte très vite. Puis, la maison a été incendiée. Dima, pardonne-moi de ne pas l'avoir protégée. Je l'ai enterrée près du jardin d'enfants ».

Ce message écrit et accompagné d'une carte dessinée à la main est le symbole de plusieurs vies détruites par la Russie – plusieurs vies sur des milliers dans la seule ville de Marioupol, mais des millions dans

toute l'Ukraine. C'est le prix à payer pour la guerre que le monde n'a pas su empêcher. C'est le prix à payer pour l'esprit malade du dictateur russe et de la plupart de son peuple. Les nations civilisées l'ont toléré pendant si longtemps dans l'espoir naïf qu'un jour, le Kremlin s'arrêterait.

Pendant ce temps, la société russe reste dans le déni. Toutefois, comme cela s'est produit après la défaite du nazisme, lorsque ses partisans ont été emmenés sur les sites de l'Holocauste pour les faire sortir du déni et leur ouvrir grand les yeux, le temps viendra où les partisans du poutinisme seront emmenés dans des villes et des villages ukrainiens incendiés et sur les fosses communes de milliers d'Ukrainiens tués par les envahisseurs russes.

Je conclurai en citant un extrait du discours vidéo prononcé aujourd'hui par le Président de mon pays :

« Les signaux que nous recevons des négociations peuvent être qualifiés de positifs. Mais ces signaux ne couvrent pas la dévastation causée par les obus russes. Les Ukrainiens ont déjà appris, au cours de ces 34 jours d'invasion et des huit dernières années de la guerre dans le Donbass, que l'on ne peut se fier qu'à un résultat concret ».

Les mensonges déversés ici comme de la boue par le représentant de Poutine en sont une confirmation éclatante.

La séance est levée à 17 h 20.